

L'Anarcho-syndicaliste

N°218 - Le numéro: 2 €

Avril 2020

« ... Nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître, sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même... ». Fernand Pelloutier - Lettre aux Anarchistes.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Étang-Bernard 44400 REZÉ

Abonnement pour 20 n°s: 40 euros; Abonnement de soutien: 50 euros
Verser à: Association des Groupes Fernand PELLOUTIER
N° CCP 9998 28D Nantes - 19, rue de l'Étang-Bernard - 44400 REZÉ

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Dépôt légal: Bibliothèque nationale de France

Fondateur de publication: Alexandre HÉBERT
Directeur de publication: Marc HÉBERT.

<http://www.uas-pelloutier.fr> uas.pelloutier@laposte.net

MACRON JUPITER ET CONSORTS: LA BEREZINA!

Que sont devenus les politiques? Je crois qu'un vent mauvais les a emportés... A longueur de journée, les chroniqueurs, nouveaux chiens de garde, abreuvent le peuple de commentaires et d'annonces dignes de la rubrique des chiens écrasés. Aucun débat contradictoire sur la perte de nos libertés et de nos droits. L'ordre règne à Varsovie et il ne faut surtout pas désespérer le populo.

Les subsidiaires syndicalistes officient dans le cadre qui leur a été imparti de collaborateurs du gouvernement et l'ont, sans hésiter, accepté en violation pour certains, des résolutions de leur congrès.

Certes cet empressement est accompagné de mi-nauderies de bon aloi: «*Il ne faudrait pas, Monsieur le Président, que les ouvriers salariés soient exposés et nous demandons, s'il vous plaît, que toutes les dispositions soient prises pour assurer leur sécurité et le maintien des dispositions sur les horaires. Bla bla bla.*». Heureusement, quelques-uns résistent et appellent à la grève, droit de retrait pour le 11 mai et à des actions directes. Mais ces initiatives sont trop limitées, pour l'instant, pour avoir un effet significatif. On s'amuse à faire salon par visioconférence: trois ou quatre confédéraux, dont le secrétaire général, s'entretiennent avec trois ou quatre membres des bureaux des U.D. et des Fédérations pour échan-

ger...petit entre soi flattant l'ego de nombre de petits préfets syndicaux d'U.D., de Fédés.

C'est l'individualisation des relations entre seigneurs et vassaux. Cela ressemble à de la concertation, mais c'est juste de la manipulation. Le rapport est vertical et la somme des entretiens n'a jamais eu pour effet de constituer un Comité Confédéral National, qui, lui, est une instance statutaire.

Cette individualisation des rapports est une technique bien rodée: elle vise à l'engagement des responsables des structures, en tant que personne, surtout quand on connaît les liens de dépendance financière de la plupart de ces structures vis à vis de la confédération. Déjà qu'un C.C.N. ce n'est pas brillant! Alors là!!! ...

Quant aux discours du Président et des Ministres du gouvernement, ils sont dans l'empathie à outrance, dans l'émotionnel ... et dans la fausse compassion s'appuyant, sur les avis d'experts. Ceux-ci, entre confrères, payés par les mêmes laboratoires font l'actualité et entonnent le débat sur un problème médical d'ampleur nationale, mondiale, du jamais vu et justifient l'appel à l'union sacrée, auquel les organisations syndicales souscrivent en relayant les préconisations de lutte contre le CODIV-19. Mais n'ont-

(suite en page 2)

(suite de la page 1)

elles pas leurs propres experts au lieu de militants, pour définir les bonnes orientations syndicales?

Cette union sacrée se concrétise par la signature, le 19 mars, d'un texte commun par 5 confédérations syndicales (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC) et 3 patronales (MEDF, CGPME, U2P), texte disponible sur le site de certaines confédérations, pour affirmer le rôle essentiel du dialogue social alors que, dans la foulée, par ordonnance du 25 mars, le gouvernement suspend le Code du travail et notamment toutes les dispositions sur le temps de travail, jours de repos congés payés détruisant, par la-même, bon nombre de règles visant à protéger la santé et la sécurité des travailleurs (60h./semaine...).

La crise sanitaire que nous vivons s'explique par l'insuffisance de moyens hospitaliers et de matériels de protection et est le résultat des politiques menées depuis plus de 40 ans par le capitalisme ultra-libéral (version école de Chicago).

Cette indifférence à la valeur de la vie peut être comparée à la réaction des pays occidentaux devant les personnes migrantes qu'on laisse mourir en mer et dans les camps.

Nos gouvernants sont des criminels et s'associer à leur politique dans le cadre de l'union sacrée, c'est en être complices.

Alors, quelle sera la réaction des populations de salariés, artisans, intermittents, intérimaires, précaires, chômeurs... à la sortie de ce confinement? Retour à des mouvements *Gilets-Jaunes* amplifiés? Création de groupes de résistance au capitalisme? Ou bien la soumission à ce nouvel ordre totalitaire? Celui qualifié dans une analyse du 20 avril 2020 (<http://lundi.am/20-avril>) de despotisme occidental par Gianfranco Sanguinetti (ex-membre de la section italienne de l'*Internationale situationniste 1970*), marquant la fin de l'époque de la démocratie bourgeoise. La période est critique et le fascisme rouge, vert ou brun est à nos portes (relire «*La Peste*» d'Albert Camus). Une chose est certaine: les financiers, politiques, militaires vont accélérer la destruction des droits sociaux mais également la liquidation des droits fondamentaux, comme l'a si bien décrit Naomi Klein, dans: «*La stratégie du choc*».

Ces stratégies mises en œuvre par l'école de Chicago, au Chili, avec Monsieur Pinochet sont toujours en application et se développent.

Il serait urgent que les appareils syndicaux confédéraux, plutôt que de lécher les bottes des politiques, informent leurs adhérents, expliquent les enjeux et les mécanismes qui se mettent en œuvre et les appellent à l'organisation d'une résistance.

Mais a-t-on jamais vu des bureaucrates faire une telle révolution...? Les courroies de transmission se moquent de la couleur de la roue d'entraînement.

La résistance doit s'organiser par l'action directe

à la manière des *Gilets-Jaunes* avec les militants syndicalistes et les syndicats fidèles à la *Charte d'Amiens*, hors processions fussent-elles aux flambeaux et manif-grèves «*saute-moutons*».

Déjà bon nombre de militants, de citoyens, s'organisent pour créer des réseaux de solidarité, de RÉSISTANCE.

C'est là que nous reprenons notre projet de *Beaugency 3*.

Marc HÉBERT,
29 avril 2020.

ABONNEMENT:

Abonnement pour 20 n°: 40 €.

Abonnement de soutien: 50 € au moins.

FORMULAIRE SUR: www.uas-pelloutier.fr

PAR COURRIER ET CHÈQUE:

adressé à:

L'ANARCHO-SYNDICALISTE

19, rue de l'Étang-Bernard - 44400 REZÉ

libellé à l'ordre de:

ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER

CCP: 9998 28B Nantes.

PAR COURRIEL ET VIREMENT BANCAIRE:

adressé à: uas.pelloutier@laposte.net

virement à destination de:

FR 74 2004 1010 1109 9982 8003 218

SOMMAIRE:

- p.1-2: ● Éditorial ... *Marc HÉBERT*
- p.3-4: ● Promesse, promesse, le premier scout de France a pris la parole pour un exercice de belle communication ... *Éric LE COURTOIS*
- p.4: ● Grève interdite ... *Christine*
- p.5-6: ● Les nuits blanches et idées noires ... *du père CUTEUR*
- p.7-8: ● Guerre et politique ... *Julien ROBERT*
- p.8: ● A propos de «*bulles financières*» ... *Georges RIVALIN*
- p.9-10: ● Le cynisme du Capital et de l'État... *vu par le père SIFFLEUR*
- p.11-12: ● Un retour sur certains fondamentaux ... *Yvon BOURHIS*
- p.12: ● Des ouvrages conseillés à lire ...
- p.13-14: ● Coups-de-gueule et clins-d'oeil en vrac ...
- p.15-16: ● Opération camouflage ... *FURAXISSIMUS*
- p.17: ● Des travailleurs en fait ... *Igniatus CHEVIK*
- p.18: ● La 823^{ème} heure ... *par le père PLEXE*
- p.19-20: ● Du vécu... et du vécu (bis)!... *Michel et Claire*
- p.20: ● Déconfinement, déconfination, ou déconfinage... *Georges RIVALIN*

PROMESSE, PROMESSE, LE PREMIER SCOUT DE FRANCE A PRIS LA PAROLE POUR UN EXERCICE DE BELLE COMMUNICATION...

«- Oh! Seigneur! dans ma promesse, - Je te reçois» - extrait du *Chant de la promesse* composée pour tous les membres des *Scouts et Guides de France* à partir de l'âge «*scouts-guides*». Les vers impairs des couplets sont chantés par ceux qui prononcent leur promesse, les vers pairs par ceux qui reçoivent les promesses.

Et encore, pour éclairer mon propos, le célèbre *Cérémonial de la promesse des jeannettes*: la plus ancienne jeannette ayant prononcé sa promesse, s'avance en disant: «*Nous ferons de notre mieux!*». La *Ronde* salue. Guillemette: «*Forte de cette promesse, poursuis ta marche joyeusement sur le second sentier*». XXX se replace dans la *Ronde*. Tout le monde chante le chant de la promesse. Ce chant, composé par le Père Jacques Sevin pour les *Scouts de France*, est devenu le chant de promesse de la plupart des mouvements catholiques. Ses cinq couplets, suivant son plan, dans l'ordre: Dieu, l'Église, la Patrie, aider son Prochain, observer la Loi!

Nous avons tous entendu le Président nous faire une allocution, très bien huilée, de morale à la Macronneuse, que dis-je, un prêche très scout, qui se veut rassurant, en réalité «*faux-derche*». Son discours est impressionnant: il s'incline devant les morts, s'excuse presque de l'infamie et de la sordidité des conditions de traitement, pour laisser les familles apporter le dernier salut à leurs proches, à leurs aînés... Mince je suis devant ma télé, subjugué par le petit écran, et l'intervention de ce «*scout-toujours*»; je me pince et mon cerveau se met en branle; je ne cède pas à la pièce, et j'assène un blasphème libérateur: *Nom de nom de Dieu! Celui-là il ne va pas...*

Il salue les soignants, mais surtout sans oublier l'association public/privé, ce qui lui permet d'effacer presque les effets de la politique libérale, qui réduit drastiquement les moyens des hôpitaux, et effectivement il évoque qu'il va falloir revoir l'investissement pour les hôpitaux, et aussi sûrement les salaires des braves envoyés au front sanitaire. Mais surtout il salue les entreprises qui se sont remises à produire du matériel indispensable... il évoque le fait qu'une politique d'autonomie industrielle doit être à nouveau étudiée, dans l'immédiat des commandes d'EPI (*), et de tests, sont en cours, et bien sûr il va aussi être important de financer la recherche, et blabla(s)...

Il salue les aides-à-domicile qui, c'est promis, vont toutes avoir des masques, comme tous les français; mais cela ne fait jamais que trois mois que l'épidémie sévit! Il salue tous ces travailleurs: les indispensables de l'agro, de la paysannerie, de la pêche, des commerces alimentaires, bref tout ceux qui sont, pour des raisons encore obscures, désignés volontaires obligatoires, et il indique de façon pernicieuse que chacun doit faire des sacrifices au boulot... Car la chute du PIB est annoncée, mais la super négociation des «*27-Riches*», - pardon États membres de l'*Union européenne*, - a permis de débloquer 300 milliards d'euros, que les banques mettent à disposition des États, pour leur permettre de faire des remises de dettes, de cotisations, des crédits de rebond à des taux extrêmement bas (0,25 ou 2%), aux activités in-

dustrielles, commerciales, agricoles, hôtelières...; aubaine pour le grand patronat qui s'en frotte déjà les mains (cf la dette de l'État grec... nous voici tous dans la même situation, j'espère que je me trompe). En tout cas, pas un mot sur la réforme des retraites, sur l'assurance-chômage et le Code du travail. Gageons, dans ces domaines, qu'il n'y aura rien à réinventer pour lui. Mais tout à donner au patronat et les recommandations du MEDEF sont entendues: «*moins de congés, périodes imposées, mainmise sur les RTT, travailler plus par semaine...*», tels sont les desiderata du Président de *MEDEF-France* pour notre avenir immédiat.

Personne n'oublie les réformes touchant l'hôpital, - fermetures de services, d'hôpitaux, de lits et manques de personnel, - les attaques contre les Statuts et les *Conventions collectives nationales*, - tous les services publics félicités par premier-scout, comme si de rien n'était de sa politique libérale, - les salaires de misère des caissières et autres... il faudra, il faudra... promesse, promesse! Mais alors, au fait quand est ce qu'il augmente le SMIC? A ce sujet rien, bien sûr!

Cerise de Pâques, il nous annonce qu'il faut être solidaire des pays d'Afrique, et faire annuler leur dette!!! Impressionnant comme si nous, travailleurs et membres de la plèbe (nous qui avons le droit de votation), avions les cartes en mains et la libre décision!

Il est à noter que la pédagogie de l'*École de St François d'Assise* (prônée par l'enseignement jésuite), est mise cette fois au service des banques. Elle a atteint un sommet verbal où l'imprécision est effacée par les effets de style, - mais dans les annonces, il est bien là, et tralala, - et nous renvoie à cette critique sur «*la question de savoir si une bonne intention excuse une faute et s'il est mal de dire un mensonge en plaisantant en guise de figure rhétorique*», - critique que Blaise Pascal avait bien raison de soulever, à savoir: le mime de la morale libérale est à mille lieues de la libre conscience.

Un discours attendu où la phrase et le verbe sont de qualité, mais les incertitudes, les erreurs et les faux fuyants sont à chaque détour de la casuistique présidentielle: sur les quantités de masques à distribuer, et à qui, sur les tests qui pourraient être pratiqués à partir du 11 mai, pour tous ceux qui présenteraient des symptômes???... alors que toutes les «*autorités médicales*» s'accordent à dire que tous les Français devraient en porter. Il nous fait des promesses, rien que des promesses.

Des masques qui sont commandés, mais qui arriveront quand??? Bien sûr des priorités sont données, dixit Castaner ce matin, qui lui, plus clair, expliquait sur France Inter: «*Il ya le temps de la communication et de la pédagogie (celui du président), et il y a le temps et les moyens de l'action (le mien grand ministre de l'Intérieur, et du gouvernement)*». La question de l'autonomie industrielle est ouverte et, encore une fois, nous entendons des mercis et des salutations aux

(*) Équipements de protection individuelle.

(suite de la page 3)

patrons qui se remettent à produire, - alors qu'ils ont absolument laissé le patronat délocaliser les productions industrielles, mais là il n'y a aucun devoir de mémoire!!!

Un dé-confinement, qui aurait lieu le 11 mai, par touche, mais quelle touche? Rouvrir les écoles, histoire de renvoyer les parents au taff, et aux mépris du dit confinement précédent? Comment peut-on parler de réouverture des écoles en insistant sur le fait que les enfants respecteront les gestes barrières?

Par contre les moyens de contrôle nous renvoient au super-Castaner de la remise en cause des libertés individuelles, et, bien sûr, sauf les étudiants-diant(re)s-diant(re)s, qui dans les universités une fois regroupés pourraient peut-être se rév...!

Personne ne peut s'y tromper la réouverture des écoles, c'est le retour au travail de la masse laborieuse. Mais attention pour les écoles, c'est suivant la «Covid19-implantation», en tout cas ce n'est plus l'école obligatoire pour tous.

«Union Nationale! Union Nationale!», voilà le grand credo du Président, pour nous faire accepter la pression, avec cette affirmation que *le jour d'après* devra permettre de réinventer une nouvelle façon de vivre, et une autre forme de société viendra, avec des *jours heureux!* Merde, effleure-t-il le programme du CNR? Non, ce sont les fêtes pascales!!!

Non, rien, rien de rien, n'est apporté sur les moyens de protection que les salariés sont en droit de revendiquer; rien de rien sur les moyens, ni sur les tests qui seront pratiqués, d'autant plus que cette technique ne peut être absolue, elle relève du test d'un jour, du test d'une heure!

«Qui aime bien, châtie bien!» dit l'adage. Pour lui donné corps, et, - en vertu des nécessités de protection et de soins de la population, issues de la réflexion présidentielle, - il faut donc coupler ce dépistage biologique avec un possible suivi individuel des déplacements des citoyens. Concernant les libertés publiques, des moyens policiers, tel le pistage des téléphones, sont à l'étude, et, nous le savons déjà, - l'information est grand-public, - drones et gaz lacrymogènes ont été commandés en nombre.

Stop, il est tard! Ce sujet est à peine effleuré, il sera traité ultérieurement.

Eh! Oui, l'homme d'État ne s'occupe pas des basses œuvres de contingence; il laisse au sergent Castaner, l'animateur de l'état d'urgence (sanitaire oblige), le soin de trouver les solutions, et comme celui-ci n'est pas à cours d'idée, et il l'a bravement affirmé ce matin sur France-Inter: «*Le temps de la communication est effectué, maintenant c'est le temps des moyens*», lui Casta... il en a déjà des idées pour remettre en cause nos libertés individuelles, lui il a un job!

Camarades, que personne ne se laisse endormir par la prose casuistique du premier guide de France!

Vive la CGTFO, vive l'indépendance syndicale de la Charte d'Amiens, vive la Sociale!

Éric LE COURTOIS,
14 avril 2020.

GRÈVE INTERDITE

D'abord deux choses que nous devons récupérer de notre passé.

Premièrement, l'expression «les cagnes», qui désigne les gendarmes depuis la fin du 19^{ème} siècle, ainsi nous renouons avec nos prédécesseurs qui les ont ainsi qualifiés, à juste titre.

La seconde, ne pas oublier que la dernière fois que l'accès aux plages fut interdit, ce fut par les nazis. La *Gestapo* a été largement assistée par la *Gendarmerie nationale* pour rafler tous les individus récalcitrants.

Autre temps, autre technologie utilisée par les terroristes d'États, les drones remplacent les mines anti-personnel, c'est plus écologique et tant pis pour les fabricants de poudre!

Les files d'attente devant la boucherie du bourg favorisent le bavardage, les sujets ne manquent pas, masques, interdictions...

La surveillance des gendarmes du haut du sémaphore rappelle le massacre de civils, à la Libération, par l'armée d'occupation.

Ils patrouillent en mer pour surveiller les éventuelles pêcheurs à pied. C'est grande marée! La grève est interdite, je parle... de l'estran.

Une ménagère, tout comme moi, après un silence, me regarde et me dit: «*Vous ne trouvez pas qu'ils sont inquisiteurs?*». Tandis que j'acquiesce, elle reprend: «*On est bien dans la peine*». Dans la «*peine*» ça veut dire nous subissons de nouveau ?

135€ d'amende pour qui a le malheur de vouloir rendre visite à la mer!

Mais aussi, 135€ pour ceux qui portaient un gilet jaune sur les ronds-points!

En fait, 135€ d'amende à tous ceux qui veulent vivre debout.

2.200 peines de prisons, ferme ou avec sursis, prononcées à l'encontre des *Gilets-jaunes* en l'espace d'une année, 440 les purgent ou les ont purgées.

800.000 verbalisations depuis le début du confinement. Des contrôles abusifs, inquisiteurs, moralistes. Des personnes handicapées, menacées, par des policiers, d'emprisonnement, et d'autres molestées car incapables d'expliquer l'absence d'auto-attestation d'autorisation de sortie.

Le ton péremptoire, l'humiliation, les jambes écartées, le torse bombé, la répression est là.

Il y a 60 ans, un slogan bien connu martelait les pavés: «*À bas l'État policier!*»; aujourd'hui c'est pour de vrai.

La guerre contre les petites gens est déclarée. Alors ne soyons pas de petits soldats en rangs serrés à suivre les confédérations silencieuses, mais soyons des guerriers qui pratiquent la «*stratégie du choc*», la nôtre, prêts à tacler le Capital!

Grève!

Christine,
22 avril 2020.

LES NUITS BLANCHES ET IDÉES NOIRES...

... du père CUTEUR, en confinement!

COMMENT LE CAPITAL FINANCIER, DIT HIER SI MORIBOND...

...MONTRE AUJOURD'HUI UNE PARTIE DU CONTENU DE SES COFFRES!

Nous avons connu en 2008 une crise financière telle qu'elle avait contraint les États à recapitaliser certaines banques, voire à recapitaliser d'autres États.

Les premières victimes de cette crise étaient ces américains candidats à l'achat d'une maison, et assurés par les organismes prêteurs, que les taux d'intérêt de leur prêt resteraient très faibles, alors qu'une clause prévoyait l'augmentation de ces taux, en cas d'augmentation des taux d'intérêts directs... ce qui ne manqua pas de se produire, et pas qu'un peu!

Entre-temps, ces prêts-à-long-terme avaient été transformés en «valeurs boursières» (titrisation), vendus et revendus, survalorisés...

Une masse d'emprunteurs se retrouva en cessation de paiement, transformant les titres créés sur leurs créances en «fonds-pourris».

Ces «valeurs financières» qui ne valaient subitement plus rien parce qu'elles ne seraient jamais remboursées, avaient plombé les potentialités du Capital financier de se soutenir lui-même, c'est-à-dire de prendre en charge ses propres «bévues», de régler ses problèmes en famille, dirons-nous!

Il n'y a pas eu un État qui n'ait pu échapper à la nécessité de recapitaliser les banques de son ressort. Elles avaient un peu trop joué avec ces «fonds-pourris» qu'elles faisaient apparaître comme «valeurs rentables» dans leurs comptes. Mais du jour où elles ne «rentaient» plus, la survalorisation spéculative tombait à zéro... et le capital investi était irrécupérable... Perte sèche... La «bulle», dit-on maintenant!

Les américains candidats à l'accession à la propriété ont, eux, perdu leurs maisons (qui ne valaient plus grand-chose vu l'effondrement du marché immobilier), mais devaient en outre continuer de rembourser les requins de la finance.

Certains États, dont la dette s'appuyait sur des mécanismes financiers du même type, se trouvèrent en cessation de paiement (la Grèce par exemple). Des conséquences sociales inouïes leur furent imposées, par le Capital même qui les y avait conduits (via le *Fond monétaire international* et la *Banque centrale européenne* pour notre exemple), et par les autres États qui venaient à leur «secours» (l'Allemagne via l'*Union européenne* pour notre exemple toujours).

Si, certes, les établissements bancaires les plus adeptes de ces mécanismes disparurent, si ceux qui avaient soutenu ces mécanismes en souffrirent

abondamment, d'autres en firent leur affaire, soit en renflouant leurs concurrents, soit en prêtant aux États qui les renflouaient.

Les plus grandes victimes restèrent les populations laborieuses des États en faillite qui durent en payer le renflouement ainsi que celui des établissements bancaires en faillite.

Globalement, le Capital et les États s'en sortirent. Ils se débarrassèrent de certaines pratiques financières (interdiction de la titrisation), et des institutions qui les avaient mises en place. Ils assurèrent la reprise satisfaisante de leurs rentes par une accélération du transfert de la production industrielle vers les régions à faible «Valeur-Travail», et par la réduction de cette «Valeur-Travail» dans les régions où ils la considéraient trop forte.

Les intérêts des membres supérieurs des appareils des différents États sont communément imbriqués à ceux du Capital, et la mégalomanie y est répandue à outrance.

Ne vit-on pas en son temps le couple Macron-Trognou entreprendre le démantèlement d'une partie de l'I.S.F. (exclusivement celle qui les concernait!) quand ils s'y trouvèrent assujettis par la grâce d'un agent des services fiscaux qui n'exécutait que consciencieusement sa fonction?

Quand la mégalomanie prend un aspect délirant, la tyrannie la plus abjecte sert leur satisfaction morbide: devenir plus puissants que les tsars pour des Lénine et Staline, que Charlemagne, Charles-Quint et Napoléon réunis pour Hitler, que Staline pour Poutine...

Plus meurtriers que le Capital et les États, en eaux-douces, on ne trouve pas! Prenons-y garde!

Le système capitaliste perdure depuis son origine à toutes les crises qu'il a connues. Les ateliers de l'Antiquité qui salariaient des esclaves affranchis connaissaient déjà des périodes où leur activité tombait à zéro. Ils n'en continuèrent pas moins à chercher d'autres activités qui leur permettaient à nouveau de tirer profit du travail d'autrui. Les prêts usuraires ne datent pas d'hier non plus, et les fortunes assurées sur l'exploitation indirecte du Travail, également.

Tout système économique qui n'assure pas une accumulation constante, voire progressive, de sa rente, connaît crise sur crise, sauf si, à un moment

(suite en page 6)

(suite de la page 5)

donné, la société entière s'en débarrasse... par une révolution sociale.

La crise sanitaire, qui a pris son essor en janvier dernier a réduit fortement la production industrielle au plan international.

Les «valeurs boursières» ont connu des pertes importantes du fait de la diminution de la rente induite par cette chute de production. Mais elles chutèrent aussi beaucoup par le jeu du mécanisme d'achat d'actions à crédit: spéculer sur la baisse, et payer à leur valeur d'après la baisse (ça peut aussi rater!); comme il existe le mécanisme de spéculation à la hausse avec paiement du crédit sur la base de la valeur avant la hausse (ça peut là aussi rater!). Génial, non?... oui, quand ça marche!

Les «autorités boursières» (les États notamment) interdissent ces mécanismes en vigueur sur toutes les «places financières», et le CAC40, qui chuta d'abord de près de 40% entre le 19 février et le 18 mars, est remonté depuis de 10% (30 mars). Bien sot celui qui tenterait de spéculer à la hausse aujourd'hui!

Et, subitement, en tous États, le Capital financier, dont il était dit dans les derniers temps qu'il ne pouvait pas assurer les investissements, ouvre ses coffres.

Hier, il fallait que toutes les classes laborieuses se serrent la ceinture, car, quand le Capital doit investir pour assurer sa rente, il ne prend pas dans ses fonds accumulés, il réclame aux États, qui à leur tour en imposent au Travail, sur ses revenus, et par les taxes (et non les impôts!).

Que le prétexte soit la reconversion industrielle, la reconversion «écologique» ou «écologiste», ou tant d'autres, le mécanisme reste le même: les lois Travail, Chômage, Retraites et les taxes Écotruc de toutes sortes, de ce début de siècle, en sont une des dernières illustrations.

Au vu des sommes que le Capital bancaire met à la disposition des États pour assurer l'essentiel des revenus des producteurs (salariés et non-salariés), et faire l'impasse sur la mise en place immédiate des mesures régressives programmées, pour suspendre les remboursements de crédits bancaires, de cotisations sociales... bref pour suspendre toute obligation financière in-assurable pour quelque activité que ce soit dans cette période... Le Capital financier au plus haut niveau international a décidé, cette fois-ci, d'ouvrir massivement ses coffres (j'aurai du mal à penser, là, que ce soit les États qui leur aient imposé ce fait!).

Les formules à l'emporte-pièce, telles que «la crise du capitalisme», «l'agonie du capitalisme», sont les leit-motiv des partis aspirant, quoi qu'il arrive, à assurer le maintien de l'État comme régulateur de la vie sociale.

Comme les chasseurs sont chargés de la régulation des populations animales, ils chasseront toutes les velléités d'émancipation économique des classes productrices.

Leurs mouvances «démocratique», «social-libérale» ou «libéral-sociale», n'existent que par temps de «paix civile». D'autres écoles relevant de la «contre-révolution préventive» préparent, soit par l'assujettissement du Capital privé à l'État (fascisme), soit par la prise de possession du Capital par l'État nouveau (marxisme de toutes écoles), des temps de barbarie.

Toutes ont pour point commun d'empêcher que la société s'organise par elle-même, sans rente ni État, et pour la satisfaction des besoins que tous ses membres souhaiteraient.

Elles n'ont de cesse alors d'empêcher les syndicats, groupements de producteurs organisés, leurs unions, fédérations et confédérations, de préparer à cela, et d'exister aujourd'hui par eux-mêmes, et pour eux-mêmes... quoi qu'il arrive.

Au fur et à mesure que la crise sanitaire se développe... on se met à discuter des conditions dans lesquelles envisager le retour à la vie civile «normale».

Penserait-on que les 100 milliards d'euros sortis des coffres de la Banque, en France, doivent y rentrer sans faire des petits?

Penserait-on que la Banque ne soit tentée de «titriser» ou «bondiser» cette nouvelle dette des États?

Penserait-on que les «mesures sociales», auxquelles cette masse financière aura contribué n'auront pas de contre-partie?

Penserait-on que les lois Travail, Chômage, Retraites, les taxes Écotruc et tutti-quant, ne seront pas remises en vigueur, voire aggravées?

Penserait-on que les libertés mises à mal pendant cette période, ne puissent pas encore être restreintes?

Penserait-on que la mégalomanie des puissants puisse ne pas survivre et s'amplifier?

Les multiples occasions, qui auront été saisies par les réquisitionnés du Travail pendant ce «confinement», de montrer légalement et paisiblement leurs moignons, devraient servir demain, et sans vergogne, sans état-d'âme, à revenir au programme des «Jours-heureux», en attendant d'envoyer... l'oisif loger ailleurs!

31 mars 2020.

Note de l'auteur: entre la date d'écriture de cet article et sa date de publication, les événements peuvent avoir changé quelques aspects du cours des choses. D'autres rédacteurs ne manqueront pas de traiter ces questions dans les temps.

NOS LECTEURS NOUS ÉCRIVENT...

GUERRE ET POLITIQUE...

Le discours du président de la République du 16 mars 2020 mentionnait à six reprises: «*nous sommes en guerre*». Une seule fois, il y a été précisé l'objet de cette guerre: «*en guerre sanitaire certes*». L'introduction de l'adverbe «certes» a deux sens possibles: soit il affirme une vérité, soit il indique une concession. Comment faut-il interpréter celui-ci dans le discours du président de la République? La répétition intensive du mot «*guerre*» dans l'intervention présidentielle télévisée était-elle justifiée, le terme choisi a-t-il été employé abusivement?

Nous pouvons penser que l'adverbe «certes» a été prononcé «*du bout des lèvres*» et qu'il s'agissait bien d'une concession. Le président a concédé que la guerre évoquée, n'était que sanitaire. En agissant ainsi il a cherché à justifier les mesures liberticides que le gouvernement préparait. Pour valider ces mesures, le président a déclaré: «*s'inscrire dans cette union nationale qui a permis à notre pays de surmonter tant de crises par le passé*». Le ton était donné...

Si la crise sanitaire mondiale semble justifier la prise de mesures exceptionnelles afin de réguler «*l'ennemi invisible*», il faudra s'interroger prochainement pour savoir jusqu'où et pendant combien de temps ces mesures préventives devront s'appliquer. Le risque d'une sortie progressive du confinement - accepté par une très grande majorité de la population -, pose déjà une vraie question. Est-ce que les citoyens ayant respecté à la lettre les directives gouvernementales, et par là ayant échappé à la contamination, vont devoir être condamnés à la réclusion perpétuelle? Ne va-t-on pas, au nom d'un principe de précaution, imposer à ces français non atteints par le virus de porter un masque à vie dans l'espace public? Va-t-on accepter de tracer pour raison sanitaire, au moyen du téléphone portable comme cela s'est fait en Asie, tous les français? Certains y songent déjà...

Toutes ces questions feront certainement l'objet de discussions au sortir de la crise, mais nous pouvons d'ores et déjà nous interroger sur le sens voulu par le pouvoir en utilisant ce terme de «*guerre*» repris ensuite à l'envi par les médias. Le terme était-il approprié? Ne s'agissait-il pas d'un emploi abusif de langage afin de frapper fortement les esprits pour «*avoir les mains libres*» dans la gestion de la crise?

Selon le dictionnaire historique de la langue française, le Robert, le terme de guerre revêt, dès le 11^{ème} siècle, le sens de «*lutte armée entre groupes humains ou entre États*». Le mot paraît donc excessif et même si l'on admet aujourd'hui l'expression de «*partir en guerre contre quelque chose ou quelqu'un*», nous pouvons penser qu'un terme plus neutre aurait pu convenir à la présente situation.

Employer l'expression de bataille contre la COVID19 ou de lutte contre la maladie, aurait pu aisément se concevoir. Le terme synonyme de combat a été utilisé dans le discours présidentiel à deux reprises. Emmanuel Macron a déclaré que le gouvernement et le Parlement se lançaient dans un «*combat contre l'épidémie*» et il a encore utilisé ce terme quant aux personnels soignants qui se trouveront en première ligne «*dans un combat*» qui leur demandera toute leur énergie.

Pour expliquer le choix de l'équipe présidentielle, dans la communication du 16 mars dernier, il nous faut nous intéresser à ce qu'est réellement une guerre; en ce sens nous nous tournerons vers l'un de ses meilleurs théoriciens: le général-major prussien Carl Clausewitz (1780-1831), qui a participé aux guerres napoléoniennes et a terminé sa carrière comme directeur administratif de l'École de guerre à Berlin. L'homme est connu pour avoir rédigé un texte magistral intitulé *Von Kriege (De la guerre)*. De cet ouvrage se dégagent six idées cardinales que nous allons résumer par quelques phrases.

→ «*La guerre n'est rien d'autre que la poursuite de la relation politique par d'autres moyens*». Dans la guerre entre États, la violence n'est pas unilatérale, elle est la prolongation des influences nouées entre des entités politiques devenues adversaires. Dans le cas sanitaire qui nous occupe, nous pouvons constater que l'emploi répété du mot guerre devient un acte politique, dont la violence sociale à mettre en œuvre contre le virus n'en est que le moyen d'action.

→ Clausewitz écrit encore: «*Toutes les guerres peuvent être considérées comme des actes politiques*», et il en tire une prescription essentielle: «*La première, la plus importante et la plus décisive des questions à résoudre par l'homme d'État et le général en chef avant de commencer une guerre*» est de comprendre quelle forme celle-ci va revêtir. Car non seulement cela conditionne la manière de la mener, mais aussi ce qu'il est possible d'en attendre.

Le président l'avoue lui-même: «*La France vit un moment très difficile. Nul ne peut en prévoir précisément la durée et à mesure que les jours suivront les jours, que les problèmes succéderont aux problèmes [...], il faudra nous adapter*». Malgré tous les conseils des scientifiques, qui avouent aussi leur ignorance au sujet du SRAS-COVID2, nous avançons dans le brouillard... Et cela nous ramène encore au théoricien prussien qui évoque le fameux «*brouillard de la guerre*», tout comme d'ailleurs le général de Gaulle qui, dans son ouvrage «*Le fil de l'épée*», écrit que «*l'action de guerre revêt essentiellement le caractère de la contingence*».

Dans le combat contre un virus, encore inconnu il y a peu de temps, l'action à mettre en œuvre ne peut être un plan que l'on déroulerait selon des prévisions raisonnables car, tout au contraire, cette action est soumise à d'innombrables aléas qu'il est impossible de prévoir. Phénomène qui semble nous rapprocher du «*brouillard de la guerre*» évoqué précédemment.

→ Pour Clausewitz la guerre a pour objectif de «*mettre l'ennemi hors de l'état de se défendre*» ce qui serait la condition indispensable pour qu'il s'avoue vaincu. Le général prussien tempère cette exigence d'absolu parce que la guerre se fait à deux et qu'une telle guerre étant une impossibilité pratique, elle n'est qu'une vue de l'esprit.

Dans la lutte sanitaire, nous ne pouvons pas reconnaître que cette guerre se fait à deux. L'adversaire est reconnu mais il est difficilement concevable d'obtenir une victoire absolue. Il faut rechercher une thérapie puissante et efficace, mais les résultats ne peuvent qu'évoluer en fonction des moyens mis en œuvre et donc de la politique adoptée. Cette politique évoluant à vue en fonction des circonstances, entre

(suite en page 8)

(suite de la page 7)

ce qu'il est possible d'espérer atteindre et ce qu'il est raisonnable de viser.

→ Napoléon disait qu'«[à] la guerre les trois-quarts sont des affaires morales, la balance des forces n'est que pour un quart», et Clausewitz écrit au contraire que: «les effets des forces physiques et morales se pénètrent réciproquement à un degré tel qu'on ne peut les séparer les uns des autres».

C'est sans doute là qu'il faut rechercher la volonté présidentielle, à défaut de disposer du matériel nécessaire pour faire face à la pandémie, de s'appuyer sur les forces morales de la Nation. En se référant à la guerre, le peuple doit comprendre «*Union nationale*» comme dans La grande guerre de 14/18 et la 2ème guerre mondiale de 39/45.

Il serait illusoire de penser que la guerre sanitaire déclarée par le président de la République ne soit dépendante que d'un aspect matériel ou scientifique, son but est bien plus humain: politique, social, organisationnel. Clausewitz dans la guerre traditionnelle, voit une trilogie sociale: le peuple, l'armée et l'État en la personne de son gouvernement et il constate que l'opinion affecte les buts de guerre.

Benoist Bihan a rédigé pour le magazine Guerres et Histoire (n°24, avril 2015) un article intitulé Clausewitz, les six idées majeures, et il écrit que: «*Tout l'art de la conduite de la guerre [consiste à] parvenir à progresser vers ses buts malgré les déséquilibres se créant en cours de route entre la poursuite de ceux-ci et les effets centripètes des autres forces à l'œuvre*».

Pour demeurer dans le comparatif martial, c'est donc à l'État de tirer le meilleur parti de son armée – le personnel soignant -, de ses généraux – les professeurs de médecine -, mais c'est à lui aussi «*de canaliser les passions populaires pour les mettre au service des buts poursuivis*», selon l'expression de Benoist Bihan.

Si donc le comparatif martial fait partiellement sens dans la lutte sanitaire entreprise actuellement, la volonté présidentielle d'utiliser en force le terme de «*guerre*» revêt toutefois un sens politique tendant à assommer la population, à créer une sidération permettant de mettre rapidement en œuvre des mesures pouvant être considérées comme autoritaires et quelque peu liberticides. Il est plus aisé de mobiliser l'ensemble des forces de police et de gendarmerie pour verbaliser à tout va que de diffuser une communication préventive de précaution au grand public. Faire peur et verbaliser demeure la solution de facilité pour le pouvoir qui après avoir longuement tergiversé sur les mesures à prendre (ex. 1er tour des municipales) n'a plus de temps à perdre pour éviter la catastrophe sanitaire qui se développe dans le pays. Catastrophe qui sera doublée par la suite d'une crise financière, puis économique et sociale... Quelles solutions seront alors proposées par M. Macron? Nous le découvrirons bientôt!

Pour conclure, constatons que toute guerre à une fin et que celle-ci traditionnellement se conclut par un traité entre les parties. Dans le domaine sanitaire cela n'est pas envisageable. En ce sens le terme utilisé à dessin par la présidence, et repris sans discernement par les médias, n'est guère approprié... Nous pouvons donc identifier l'utilisation, à savoir que la guerre qu'il mène est celle des intérêts de sa classe, contre celle des prolétaires et pour ce faire les artifices de l'état d'urgence et du pouvoir les servent à dessein.

Salut et fraternité et vive la sociale.

Julien ROBERT.

APROPOS DES «BULLES FINANCIÈRES»...

Le 15 avril dernier, dans le cadre de l'émission *DébatDoc*, la chaîne *Public Sénat* rediffusait un documentaire: «*Comment le plan Marshall a sauvé l'Amérique?*» (<http://www.lcp.fr/emissions/les-coulisses-de-lhistoire/294457-le-plan-marshall-sauve-lamerique>).

Le documentaire est très bien construit et très illustratif de la problématique posée, tant sous ses aspects économiques que politiques. Du débat je n'ai retenu que la prestation d'un député (MoDem, me semble-t-il) dont je n'ai pas retenu le nom, parfaitement documenté sur le rôle de la démocratie-chrétienne dans la construction européenne sous autorité américaine.

Une illustration intéressante de la notion de «*bulle financière*» y est donnée.

A la fin de la guerre 39-45, les dettes de l'État national-socialiste allemand étaient énormes; la monnaie d'alors, le «*reich-mark*», appuyée sur une économie détruite, ne valait plus rien; les propriétaires de la dette, essentiellement sous forme de bons-du-Trésor, possédaient des fortunes... en titres... mais en fait d'aucune valeur («*bulle*» signifie «*zéro*», comme à l'école...)!

Les américains ont réglé en un tour de main ce problème: ils ont créé, aux USA, une nouvelle monnaie, le «*deutsche-mark*», ont frappé la monnaie aux USA, l'ont amenée dans leur zone d'occupation, l'on distribuée à raison de 60DM par habitant, ont déclaré le «*reich-mark*» inconvertible, ont imposé cette monnaie aux zones de l'ouest (d'où le blocus russe de Berlin).

De ses trois aspects: propriété bancaire, propriété foncière, propriété industrielle -, le capital, fut réduit aux deux dernières; il n'y avait plus de dette de l'État précédent; il n'y eut pas non plus de dommages de guerre à payer, car il n'y eut pas non plus de traité de paix avec l'État vaincu; et la création de la RFA ne data que de celle de sa propre monnaie (sic!). Ainsi fait, le nouvel État n'était tributaire d'aucune spéculation financière sur la dette de l'État précédent.

Ceci ne s'était pas produit au moment de la révolution française de 1789. Le franc ne devint la nouvelle unité de compte qu'en 1795: un taux de conversion entre l'ancienne unité de compte (la livre-tournoi) et la nouvelle fut défini. Les fortunes perdurèrent sous toutes leurs formes, la spéculation continua d'aller bon train, particulièrement sur les «*assignats*», gagés sur les biens des nobles et des ecclésiastiques émigrés. Ces «*bons-du-Trésor*» ne valaient que ce que les acquéreurs des «*biens-nationaux*» voulaient payer. La Bourse surcota, le Capital financier n'acheta pas les «*biens-nationaux*» à leur valeur boursière: la bulle!!!

De même le rouble impérial resta-t-il la monnaie en vigueur en URSS jusqu'en 1922, date de la mise en service du rouble soviétique. Parallèlement, une unité de compte soviétique exista de 1919 à 1924. La circulation concomitante de différentes monnaies introduisit ipso-facto un taux de change réel sinon légal. Dans ces conditions, il n'y a aucun risque de perdre fortune sauf à ne pas vouloir convertir au bon moment, - autrement dit à s'adapter ou spéculer, - ou en émigrant.

Il n'y a guère qu'en Grèce, en 2015, où le Ministre des Finances, Yanis Varoufakis, envisagea, grâce à l'informatique, de changer brusquement de monnaie, de la rendre inconvertible... de réduire la dette grecque «*à la bulle*»... mais le gouvernement Tsipras s'y refusa.

Georges RIVALIN,
19 avril 2020.

LE CYNISME DU CAPITAL ET DE L'ÉTAT...

... vu par le père SIFFLEUR, au 3 avril 2020!

«C'est parce que la lumière va plus vite que le son, qu'un chef a l'air brillant avant d'avoir l'air con».

Auteur incertain, citation fortement revendiquée!

La Porte ouverte à la peste...

Du 17 au 24 février dernier, l'Église *La Porte ouverte chrétienne*, confession protestante d'obédience évangéliste, a organisé le rassemblement annuel de ses membres (2.000 présents), dans le quartier Bourtzwiller à Mulhouse, ville où elle a été créée, il y a une cinquantaine d'années.

Or, le 18 février, le Président de la République et le Ministre de l'Intérieur sont allés à Mulhouse, dans le quartier Bourtzwiller, «combattre le séparatisme islamiste»!

A 15h50, ils rencontrent «les responsables d'associations sociales, culturelles ou culturelles».

Rien n'atteste, dans les informations consultables, la présence du pasteur Samuel Peterschmitt, de la *Porte-ouverte*, à cette réception, pas plus ni moins que d'autres.

La mégalomanie macronienne nous laisse à penser qu'elle n'était pas inenvisageable, surtout en ces terres concordataires... où le Prince aime recevoir ses corps constitués assujettis... et crier *Haro!* sur les non-assujettis...

Dépistage de classe...

Quoi qu'il en soit, ils étaient au même moment dans un rayon de 200m.

Jean-Luc Reitzer, député du Haut-Rhin, (mais de pas de la circonscription concernée ci-dessus), et Franck Riester, Ministre de la Culture, annoncèrent quelques jours plus tard avoir contracté le virus. Ils n'étaient pas allés à Bourtzwiller, leurs sources de contamination étaient autres.

Mais quand Castaner annonça que ni lui, ni Macron, n'étaient contaminés, il faisait bien référence, lui, à leur sauterie alsacienne.

Le trouillomètre était monté bien haut... mais... ils ont pu se faire dépister, eux!

Schengen, toujours pour nous...

Il paraissait que, en vertu des *Accords de Schengen*, aucun État ne pouvait fermer ses frontières.

C'est donc en toute illégalité *union-européiste* que la plupart d'entre-eux ont pris cette disposition afin de traiter la crise sanitaire de la façon dont ils estimaient le mieux de la faire, chez eux.

Mais pas le gouvernement français, qui, lui, laissait la contamination transfrontalière aller bon train, si respectueux de la libre-circulation des personnes, des biens... et des virus...

L'option choisie par les gouvernements britannique et étatsunien, - *laisser faire, laisser aller, le virus reconnaîtra les siens*, - pourrait bien avoir celle (inavouée!) du gouvernement français.

Il n'y a que Buzyn qui s'en inquiéta... pour le bon déroulement des élections municipales...

Finalement, les frontières françaises ont bien été fermées, mais successivement... par tous les États limitrophes...

Serment d'Hippocrate ou service d'hypocrites...

Le *Canard-enchaîné* du 28 mars, dans un article intitulé: *Conseil scientifique, règlement de pontes*, détaille la composition de ce Conseil, l'incompétence de ses membres, leur

proximité politique du Palais, et par voie de conséquence, l'indigence des mesures gouvernementales.

A moins qu'ils n'aient été choisis pour justifier le choix machiavélique du... *laisser venir à moi ces petits virus, ils vont peut-être bien m'être utiles...*

Ombre au tableau, il fallait y faire siéger LE spécialiste de la question du moment... qui ne tarda pas à démissionner! Ses travaux et ceux de son entourage, les médecins qui soignent, n'étant pas validés par les médecins d'État du Prince.

Merci Docteur Raoult.

De l'inefficacité à la comm'... et à l'esbroufe...

Il y a une chose que tout un confiné saisi bien en ce moment, c'est que la crise sanitaire n'est affrontée que par les seuls personnels de santé et cadres des hôpitaux, chacun à son niveau, avec des risques aggravés pour eux!

Pendant ce temps, le Prince et sa cour, à un rythme déconfiné, communiquent à tout va, tentant de faire valoir des mesures telles: un hôpital militaire de campagne de 30 lits, des TGV transportant des malades sur des centaines de kilomètres... dispositions dérisoires à côté des milliers de lits supprimés dans les hôpitaux ces dernières décennies; et une demi-heure d'esbroufe télévisée dans une usine angevine de fabrication de masques qui permet de produire environ 1% du nécessaire actuel...

Dany-le-rouge, Dany-le-vert... bientôt Dany-le-brun...

Mais ceux qui doivent assurer par eux-mêmes le service de santé doivent également subir l'ire de Daniel Cohn-Bendit. Celui-ci ne supporte pas qu'on donne la parole à Didier Raoult, car il est «*climato-sceptique*», autrement dit: il n'accepte pas le dogme religieux que lui-même confesse. Il ne souffre pas non-plus qu'il (Raoult) n'accepte pas de se comporter en médecin d'État.

C'est ce qu'il a violemment détaillé le 29 mars sur la chaîne LCI, dans un débat face à Luc Ferry, lui philosophe d'État. Sa conclusion aurait été: «*Raust schnell!*», que c'eût été plus simple.

Cette évolution était-elle imprévisible? Nous avons déjà eu Gabriel Cohn-Bendit justifiant le négationniste Faurisson en son temps. Son petit-frère va-t-il nous justifier la «*Geheime Staatspolizei*»: *Police secrète d'État*? Autrement dite: Gestapo!

Morceaux choisis...

SUD-RADIO - Émission «*Les incorrectibles*» - 12 janvier 2020. Éric Morillot reçoit Charles Gave, financier, économiste, essayiste et entrepreneur; dirigeant fondateur de *Gavekal*, société de conseil en allocation d'actifs aux gérants de fonds; président du think-tank libéral: «*Institut des libertés*». (Visible sur: <https://www.youtube.com/watch?v=iftD8PvqraQ>)

Sur la réforme des retraites: «*L'âge pivot, c'est une petite partie de la réforme des retraites... Pour une question démographique, il est hors de question que la répartition puisse durer... Il est hors de question qu'on puisse servir les retraites*

(suite en page 10)

(suite de la page 9)

comme elles avaient été promises... Nous vivons dans un monde incertain... Vous ne pouvez pas garantir une certitude pour une partie de la population sans augmenter l'incertitude sur les autres... Non, non, de l'argent il n'y en a pas... Si le système économique sous-jacent s'écroule à cause de promesses faites par des corniauds en 45 vous ne pourrez pas servir les retraités... [Cette réforme] ne peut pas passer parce qu'elle ne sert à rien... elle ne s'attaque pas au fond du problème, elle essaie d'organiser une baisse du niveau de vie des retraités tout en la masquant. C'est comme la réforme de la Sécurité sociale de Juppé, c'est des trucs organisés par la Fonction publique pour protéger la Haute Fonction publique contre une baisse de leur niveau de vie».

Sur l'État: «Rien ne marche... L'État ne fait pas ce qu'il devrait faire... La réalité, c'est où passe le pognon... La question que devraient se poser les Français c'est faire un audit des dépenses de l'État... Les quinze boulots de Delevoye, ça c'est du pognon... Tout le monde est égal devant la loi... dès que quelqu'un abuse de sa puissance... on exerce un pouvoir sur les classes dirigeantes pour éviter qu'elles ne deviennent tyranniques... Il y a une espèce de caste en France qui est protégée contre toute poursuite judiciaire...».

Sur les flics: «Dans leurs conditions de vie, ils sont beaucoup plus proches des Gilets-jaunes que des gens qui leur donnent leurs ordres... La terreur du gouvernement, c'est que les flics ne fassent ce qu'ils ont fait en 58 ou quelques fois dans l'histoire de France, c'est-à-dire de dire: "Écoutez, j'en ai marre d'aller taper sur les miens!", qu'ils se retournent, et aillent taper sur ceux sur qui on doit taper...».

Sur l'Europe: «L'essentiel de ce qui fait l'originalité britannique, c'est la prééminence du droit... le libéralisme c'est une doctrine juridique qui dit que tout le monde est égal devant la loi et que l'État n'a pas le droit de vous spolier de votre travail... Avec l'Europe on a perdu notre supériorité juridique...».

Sur Macron: «Quand il a été élu, je lui ai souhaité de réussir, mais j'étais certain qu'il allait échouer... A partir du moment où vous ne contrôlez ni votre monnaie, ni vos taux d'intérêts, ni votre droit, ni rien du tout, vous ne pouvez rien changer... Et il n'a pas envie de changer, il a été mis en place pour détruire l'État français... Pour que la justice existe, que le droit existe, il faut que l'État soit fort, qu'il fasse très bien ce qui est son domaine: la justice, la police, l'armée, la diplomatie, et qu'il foute la paix aux gens dans le reste; or Macron passe son temps à faire des bruits dans le reste et ne s'occupe pas de l'État... J'ai toujours pensé que Macron était bête... Il a raté trois fois Normale-Sup', il est rentré à grands-coups de transpiration à l'ENA et ensuite on l'a fait monter dans l'Inspection des Finances... mais c'est un homme qui n'a aucune intelligence des situations... il est juste imbu de sa personne et persuadé qu'il est quelqu'un d'un peu spécial...».

Commentaires: Sans doute le ton employé par M. Gave pour illustrer l'État supra-national européen, son représentant typique en France et ses œuvres, est-il des plus amusants; il est d'ailleurs très ressemblant à celui de M. Nigel Farage en Grande-Bretagne. Nous remarquons au passage que nous faisons partie des «corniauds de 45»... Sans doute était-ce mieux avant, à part une propension de l'État à trop en faire dans son domaine de prédilection... libérale (sic)!

Le 23 février, il conseillait aux détenteurs des assurances-vie de retirer leur argent qui ne rendait rien, et de le placer sur des fonds à court-terme... bref dans la spéculation immédiate sur la dette des États plutôt que dans la spéculation à long-terme sur ces mêmes dettes...

Depuis cette entrevue, M. Gave s'est rendu compte évidemment que, de l'argent, il y en avait (100 milliards d'euros en France, quelques milliers de milliards de dollars dans le monde...). Aussi continue-t-il à conseiller de spéculer sur ce qui pourrait «rendre» le plus rapidement, quitte à provoquer une crise financière!!!

Depuis l'éruption de la crise économique qui accompagne la crise sanitaire, la spéculation est en panne, et les réclamations de «corona-bonds», - à la fois garantie mutuelle d'emprunts pour tous les États, et garantie mutuelle de paiement de la dette des États après cette crise, - serait-elle une aubaine pour la rente monétaire jusqu'à la fin du siècle?

Ritournelle...

(Résifrance - Les Chanteurs-livreurs)
<http://chanteurslivreurs.free.fr>

J'habite un immeuble cossu,
au n°1 de ma rue,
Sur le mur de la résidence
Brille un nom: «Beau pays de France!».
Je survis dans un des étages,
Superposés comme les pages
Du livre de ses habitants,
Que je vous ouvre maintenant.

Celui qui vit mon sur palier
Est de très loin le plus rusé.
Il a isolé un atome
Auquel il manque un chromosome.
C'est un atome de bonheur,
Qui aussitôt qu'il grandit meurt,
Alors mon savant voisin pense,
Qu'il faut le tuer à la naissance.

Celui qui vit sur mon plafond,
est "Agrégé en Discussion",
Et dès qu'il est dix heures du soir,
Il s'adresse à son auditoire.
C'est depuis ma chambre à coucher,
Que j'ai entendu éduquer,
Ceux qui n'ont toujours rien compris,
A grands coups de poings sur les "I"...

Au premier, deux vieux médecins,
Qui prie du mal pour leurs voisins,
Ont un trois-pièces avec balcon,
Où tout sent bon la trahison.
Ils ont appris en d'autres temps
La médecine dans des camps,
Hôpitaux de Salut-public
Qui traitaient la fièvre utopique.

Sur la porte en face est inscrit:
"Ici habite un vrai génie,
Qui sans talent ni faculté,
Est devenu une célébrité!"
L'astuce tient en peu de mots,
Qui s'y plie devient un héros,
"Si vous trouvez les gens trop cons,
Soyez le premier et c'est bon!"

Voilà, en fermant le bouquin,
S'oublant face à leur destin,
Les hommes d'une autre lecture,
Et moi au fond de ma reliure,
Quand les ombres n'allongent plus,
Je m'invente un monde inconnu.
S'il n'est permis que de rêver,
Alors rêvons sans nous priver!

UN RETOUR SUR CERTAINS FONDAMENTAUX...

PREMIÈRE PARTIE: UN ANCÊTRE COMMUN AUX GILETS-JAUNES ET AU SYNDICALISME SE REVENDIQUANT DES DEUX COMBATS DE LA CHARTE D'AMIENS

Rétrospective-éclair, côté «monde-d'en-bas»

Imaginez, l'espace d'un instant, 80/90.000 ans d'histoire. Après que le genre humain soit passé, soit par la force des choses, soit par la loi du plus fort, de l'état animal à celui de cueilleur-chasseur, puis d'éleveur-cultivateur à une société de maîtres et d'esclaves, puis de seigneurs propriétaires de la terre et des serfs servant à la cultiver... Là où, à l'origine, homo-sapiens, nonobstant les dangers, était libre d'aller où ses pas le conduisait, n'est plus resté qu'un immense troupeau humain inféodé à des minorités qui, s'étant approprié le temps et l'espace, jouissent de leurs richesses, se partagent un monde séparé en royaumes, et exploitent, pour ce faire, cette multitude ne valant guère mieux, à leurs yeux que des «*bêtes de somme*»... Après que la religion s'en soit mêlée pour diviniser ce droit des plus forts et confiner le peuple dans la culpabilité de n'être «*pas né*», tout en s'efforçant de maintenir «*son monde*» dans l'expiation d'un soit disant «*péché originel*», de façon à régner sur toutes les âmes pour asseoir et rendre son pouvoir incontournable, quitte à faire expier, de temps à autre, de faibles victimes par «*le fer et le feu*» pour des crimes inventés de toutes pièces... C'est dans une sorte d'accélération du temps, que la Réforme fera passer les gens de rien, les gens qui n'existaient pas, à la qualité de «*personne*» - si ce n'est pas grand-chose, ce n'est quand même pas rien! - Diantre, on peut naître personne et n'être pas?

Le siècle des Lumières, les fera passer de la qualité de personne à celle d'individu; et la révolution française n'aura plus qu'à ajouter au concept d'individu, celui de citoyen - «*affranchi*» moderne - doté d'un pouvoir qu'il découvre, et qu'il va lui falloir apprendre à pratiquer, tout en se reconnaissant en tout autre que lui-même, comme lui-même. L'Égalité était décréée! dont la très précieuse égalité en droits.

La 1^{ère} Commune insurrectionnelle de Paris

Voici 231 ans, après deux années de «*coups-du-sort*» - intempéries et récoltes catastrophiques - l'aggravation de la famine dans la France miséreuse poussait un peuple à la révolution. Les délégués des provinces et ceux de Paris se prenaient à rêver d'un autre monde... mais ni au ciel, ni dans la cour des «*grands*». Parce qu'il remettait en question l'ordre établi de l'Ancien Régime, le (bas-)peuple de France

et de Paris renouait spontanément avec l'organisation la plus égalitaire et humaine qui soit, celle de l'assemblée générale souveraine. Qu'elle soit organisée par le village ou la ville, décidant de son propre sort après réflexion et débat ouvert à tout le monde, elle désigne ses délégués si besoin révoquables, porteurs de mandat(s) impératif(s), pour que sa volonté soit faite, sur la terre, comme... sur la terre (et non au ciel!).

Et parce que tout cela ne peut faire qu'un, ils renouaient tout autant avec la volonté d'être libres, cette volonté qui avait animé, au cours des siècles, les habitants des villes souhaitant s'émanciper du pouvoir. Ce pouvoir que «*les nobles*» sensés les protéger, leur imposaient au prix fort. Communisme de terrain (et non de parti) et communalisme se réunissaient dans la volonté d'agir pour ne plus rien subir. Après se l'être appropriée de 89 à 91, la première Commune insurrectionnelle de Paris mettait la démocratie directe en pratique, de 92 à 94, au nom de l'Égalité des droits!

Par son obstination, elle avait quasiment réussi à ce que la loi fasse que le sort des plus démunis s'améliore (loi du maximum) et que l'ordonnement de la société ne supporte plus les accapareurs et agioteurs (Constitution de 93, votée sans qu'elle ne puisse jamais être appliquée), quand ces derniers complotèrent pour prendre le pouvoir et en finir avec la plèbe!

Du citoyen et de la délégation de son pouvoir

À partir et depuis cette époque, le problème social existant, mais aussi bien économique et moral, réside dans l'impossibilité d'appliquer réellement ce principe, cette égalité si difficile à admettre pour les possédants et les nantis, ceux qui (se) pensent le (nombril du) monde, comme leur chose à eux, que ce soit en matière de décision, comme en matière de propriété.

La première *Commune de Paris* s'est battue avec ses moyens, contre un pouvoir issu, peut-être, de la première discrimination de classe de la bourgeoisie prenant le pouvoir: la création (dès octobre 89) de deux sortes de citoyens: les vrais – les «*actifs*» - en mesure de payer un impôt (le cens) sur leur activité; et les «*passifs*», c'est-à-dire, comme le disait l'historien Henri Guillemin, les citoyens «*pour rire*» - je dirai «*pour faire comme si*», bref, ceux qui ne comptent pas... vous avez compris le rapproche-

(suite en page 12)

(suite de la page 11)

ment, il s'agissait déjà de la France-d'en-bas, celle des «sans-dents»!

Pas question, pour la bourgeoisie, de laisser plus de sept millions de travailleurs s'emparer d'un quelconque pouvoir. Aussi, des citoyens plus égaux que d'autres vont élire des délégués encore plus égaux qui auront le droit, eux de décider pour tout le monde. Si c'est pas de l'Égalité, ça?!

Dès lors, les citoyens «passifs», n'ayant que leur droit civil – mais pas un sou - «en poche» vont s'organiser en parallèle et en force – celle de l'exaspération - de persuasion... pour défendre et mettre en pratique leur conception de l'Égalité, comme d'ailleurs celle de la Liberté.

L'autre aspect de la mise en place de cette sinistre «Égalité», le droit inaliénable à la propriété, repose sur un tour de passe-passe, une supercherie des plus cyniques: un dérivé du besoin (très) humain de s'abriter, de se loger pour se protéger (froid, chaleur, danger...), auquel vont être liées les pires pulsions non moins humaines d'avidité, de cupidité, de convoitise et d'accaparement. Les nouveaux hommes de pouvoir instituent, sans attendre, la propriété individuelle comme contrepoison aux vellétés communistes (de terrain, pas de parti!) et communalistes du peuple des villes et des campagnes. Pour ne favoriser, évidemment, que la bourgeoisie.

À peine la révolution a-t-elle abolie la propriété de droit divin, qu'elle «adoube» donc ce droit à l'appropriation individuelle et à l'accumulation de biens pour ses marchands riches et accapareurs, ses négociants «agitateurs et monopoleurs» (dixit Jacques Roux), ses propriétaires terriens expropriateurs... reconnaissant ainsi, si l'on peut dire, leur acharnement à sortir du néant pour exister, être enfin reconnus et donc, nécessité du pouvoir, oblige: paraître! - quitte à grimper sur les épaules de celui qu'on va enfoncer pour y arriver coûte que coûte...

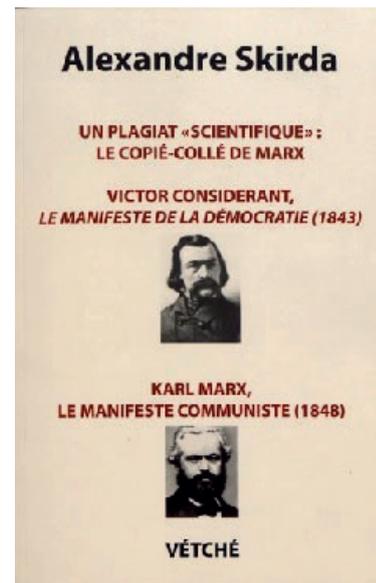
En tant qu'égal aux autres, j'attendais que «la liberté d'autrui étende la mienne à l'infini», et me voici réduit à une liberté qui s'arrête où commence celle des autres. Mais de quel pouvoir jouissons-nous donc?

C'est la raison pour laquelle il convient d'insister plus que lourdement sur cette première falsification de notre histoire «moderne» qui, au nom du droit pour tous à jouir de tout, instaure la privatisation, soit l'exact contraire de ce droit... Autrement dit, un droit qui légalise de fait, immédiatement, l'inégalité entre les citoyens. On connaît la suite, comme dit un dicton populaire, l'argent va à l'argent!

C'était une quarantaine d'années avant «les trois glorieuses», une (petite) soixantaine avant «le printemps des peuples», un peu plus de quatre-vingt ans avant *La Commune!*

Yvon BOURHIS,
16 avril 2020.

DES OUVRAGES À LIRE...



Warlaam Tcherkesoff (*) avait déjà, en son temps, dans les pages des *Temps nouveaux*, sur cinq éditions des mois d'avril et mai 1900, fait un certain nombre de comparaisons entre le contenu du *Manifeste de la démocratie au 19^{ème} siècle*, de Victor Considerant, et celui du *Manifeste du Parti communiste*, de Karl Marx (et pas de Fredrich Engels qui n'y était pour rien); il accusait ni plus ni moins Marx de plagiat, et en sus de grossier personnage se permettant, au passage, d'insulter... ceux qu'ils copiaient... les traitant d'ignorants et de valets de la bourgeoisie...

Alexandre Skirda revient sur cette question dans une étude beaucoup plus complète de ce plagiat.

Quelques années auparavant, en 1896, Tcherkesoff avait, dans un opuscule intitulé *Doctrines et actes de la social-démocratie*, publié également aux *Temps nouveaux*, fait l'analyse des théories «scientifiques» des deux comparses en matière économique.

Il est de notoriété publique, depuis bien longtemps, que «l'ÉNORME production économique scientifique» de Karl Marx, *Das Kapital*, n'était qu'une copie, faite dans les bibliothèques londoniennes, de tous les traités rédigés par bien d'autres analystes... compétents eux... et insultés au passage... cela va de soi...

Carlo Cafiero ne s'est-il pas simplement foutu de sa gueule en réduisant son «ÉNORME» production... en moins de 100 pages... sans l'insulter... et avec son autorisation?



(*) http://www.antimythes.fr/individus/tcherkesoff_warlaam/tcherkesoff_warlaam.html

COUPS-DE-GUEULE ET CLINS-D'ŒIL EN VRAC...

UN PETIT FLIC VAUT TOUJOURS MIEUX QU'UN GRAND SCHNOCK!

«Lors d'une opération de communication autour des contrôles mis en place à l'occasion des vacances de Pâques, le préfet de Paris [Didier Lallement] a estimé, vendredi 3 avril, que "ceux qui sont aujourd'hui hospitalisés, ceux qu'on trouve dans les réanimations, désormais aujourd'hui, ce sont ceux qui au début du confinement, ne l'ont pas respecté, c'est très simple. Il y a une corrélation très simple"». [page d'accueil de Yahoo, ce samedi 3 avril]

Euh... On s'abaisse à «revendiquer» sa démission ou on lui fait direct le... «coup de la rue des Bons Enfants», à Lallement? Si vous connaissez des flics qu'ont encore un filet d'humanité (moi, oui!) soyez sympas de les prévenir et qu'ils rangent leurs miches...

Ah! Il se serait excusé, le triste sire... Parce qu'on vit cette époque épatante, voyez-vous, où le premier cogue de Paris te fracasse la tête dans un emportement et te fait des cajoleries dans la minute qui suit, les friandises et tout, même si tes raticheons s'débinent.

J'étais donc là, peinarde, aux géraniums sur l'balcon mais je perçois soudain des grognements, des couinements qui sentent le cuir et la cravache, façon... vous m'avez compris. Shining...

Allez, les claque-dents n'vont pas se contenir longtemps, souris mécaniques, corporate en diable, point de croissance, relance, notre employabilité - tas de fainéants qu'on est. Salauds de confinés! Y'a comme une armée d'occupation qui dirait pas son nom, prête à bondir. Mais surtout la fausse conscience de pas mal de zombies qui l'attendent, en soumission. La fausse conscience en guise d'ausweis.

Libertad DERAYO, 3 avril 2020.

DIRE MERCI EST-CE SUFFISANT?

Merci à tous ceux qui continuent à s'exposer: commerçants, agriculteurs, ouvriers, salariés... produisant les produits de première nécessité, les transporteurs et les autres. Notamment les services publics dénigrés depuis 30 ans. Espérons qu'après cette pandémie, les leçons seront tirées sur les principes républicains de ces services au service de la population, du principe de précaution à mettre en œuvre, tout ceci hors des contingences argentières capitalistes. Si la santé à un coût, la vie, elle, n'a pas de prix. Mais l'être humain oublie vite, c'est dans sa nature! Un copain me disait toujours: «couleuvre avalée n'a plus de goût»; car, pour finir, quelles leçons avons-nous tirées de la grippe dite «espagnole» de 1918? Il n'y a qu'à voir où nous en sommes aujourd'hui !!!!!!!!!!!!!!!

Dire merci, oui cela se comprend dans cette période de confinement où l'isolement et la peur du virus nous ramènent à nos besoins essentiels: se nourrir, être soigné, se sentir en sécurité, tout en faisant ressortir l'essence même de l'humanité en tant qu'être social ayant besoin de se réunir pour s'accomplir.

Dire merci? Oui! Aux soignants et à ceux qui assurent

nos besoins vitaux; mais dans un système inégalitaire et injuste, ceux qui sauvent «nos fesses» en ce moment attendent certainement plus que ce merci pour l'avenir de la société humaine. Ne serait-ce pas trahir, l'engagement, les prises de risque, c'est-à-dire l'humanisme et l'humanité de ces professionnels, en s'arrêtant à ce merci?

Dans cette période de crise mondiale «économico-financière et sanitaire», notre engagement UAS à revenir aux fondamentaux syndicaux trouverait aussi toute sa pertinence pour un retour aux fondamentaux républicains, aux «Droits de l'Homme», et à un vrai respect des inscriptions sur nos frontons de nos établissements publics: Liberté-Égalité-Fraternité. Sur ce dernier point pour peu que nous arrivions à avoir une définition commune de ces mots, ce qui est un autre sujet...

Alors c'est bien beau de dire: Merci! Mais ne devrions-nous pas tous prendre date pour dire: «Plus jamais nous ne tolérerons, sous couverts politiques, religieux, financiers, économiques, etc... que l'on dénature et détourne les valeurs républicaines et les services publics, pour faire des économies sur le dos des citoyens au détriment de leur sécurité, de leur santé et de leur dignité? Ce type de politique dite ultra-libérale devrait être considérée à partir de maintenant comme un crime envers l'humanité.

Bernard DENAMIEL, 5 avril 2020.

IL VAUT MIEUX AVOIR UNE BELLE POMME POUR SON RECTEUR...

...QU'UNE BELLE PEUR POUR SON RECTUM! Dit un proverbe bien connu dans les C.H.U. et Instituts de cancérologie!

Dans la liste des Recteurs d'Académie épris d'une liberté libérale outrancière, celui de l'Académie de Nantes, William Marrois, fit fort en début de cette hiiiiistorique-période-guerrière, euh!... période de confinement.

Conscient que les moyens, que son ministère a été capable, depuis dix ans, de mettre en œuvre pour, éventuellement permettre un «télé-enseignement», était tout aussi branlants que ceux qu'il avait mis à la disposition des personnels de ses établissements pour assurer le service administratif normal autour de l'enseignement (ça, c'est le turbin des profs!)...

... ce Recteur-là n'ordonna-t-il pas aux professeurs de son Académie de déposer les travaux à destination de leurs élèves «numériquement inaccessibles»... dans des boutiques de leurs quartiers?

La réaction de professeurs (alphabétisés, eux!) sous ses ordres ne se limita pas à signaler l'absence de case correspondante sur l'«attestation de déplacement dérogatoire»!

Il ne dut sans doute pas manquer des conseils avisés des «cadres» de son Académie - ces Inspecteurs entrés dans l'enseignement pour ne surtout pas enseigner - pour trouver la liste des boutiques proches des domiciles d'élèves qu'ils n'ont jamais vus qu'en photos ou derrière une vitre renforcée, habitant dans des quartiers où ils ne mettront jamais les pieds! Chacun ma rue!!!

(suite en page 14)

(suite de la page 13)

Mieux qu'un Recteur, le Ministre d'une *Éducation bien-faite*, Jean-Michel Blanquer, tire un bilan très auto-satisfaisant de ce que ses services ont mis en place depuis à peine deux semaines.

Il faut dire qu'il ne manque pas dans son ministère de «*cadres*» prompts à faire, dans chaque établissement, chaque circonscription, chaque département, chaque service, un rapport de bonne exécution de l'ordre reçu, bien avant de «*réfléchir*» (sic!) à la lettre de mission à transmettre à leurs subalternes.

Ceux des «*cadres inférieurs*» qui, malgré tout, et surtout malgré la mégalomanie ambiante, assurent en toute conscience leur mission, ont bien du mérite!

Ceux des exécutants qui auront, malgré toutes les précautions prises, eu quelque difficulté que ce soit, seront en ligne de mire des... super-exécuteurs...

Quant à la qualité du service rendu, Philippe Mériau, sociologue de l'Enseignement bien connu, l'affirme haut et fort: «*L'enseignement à distance accroît les inégalités*» (*Ouest-France* du 3 avril - pages nationales).

Soyez-en sûr, les enfants des «*cadres-ordonnant*», eux, s'en sortiront bien!

Alain SHOLL, 6 avril 2020.

NOTE DE LECTURE

LE COMMUNISME FRANÇAIS AVANT LE CONGRÈS DE TOURS - ESQUISSE D'UNE PROTO-HISTOIRE DU PCF - 1915-1920. SYLVAIN ROUSSILLON - SCRIBLERUS CLUB ÉDITIONS - 98p. - 5€.

Cet opuscule retrace l'histoire de cette partie du mouvement politique dit «*socialiste*», principalement d'antériorité blanquiste ou guesdiste, en d'autres termes, partisans de la conquête des pouvoirs étatiques, de préférence par un coup-de-main ou un coup-d'État, - et qui, en rupture de ban avec la S.F.I.O., constituèrent les premiers contingents de propagandistes léninistes en France, y compris avec l'aide de quelques anarchistes.

Il raconte également l'histoire de ce *Groupe communiste français de Russie* constitué d'officiers de la mission militaire française, bons catholiques de surcroît, qui firent allégeance au nouveau Messie du «*communautarisme inquisitorial*» rebaptisé «*communisme véritable*»...

Sans doute ces personnalités n'eurent-elles pas beaucoup d'avenir dans ce monde «*d'avant-garde*», quand une majorité de la S.F.I.O. constitua la S.F.I.C., et que le lèche-culisme policier y faisait et défaisait les carrières.

Les œuvres léninistes au sein de la C.G.T. sont à mettre à l'actif de Pierre Monatte, qui, malgré la dictature sanglante qui s'instaurait en Russie, - elle commença par le massacre des anarchistes moscovites dans la nuit du 11 au 12 avril 1918, - se déclara partisan de l'*Internationale communiste*, fonda les *Comités syndicalistes révolutionnaires* dans le but de faire adhérer la C.G.T. à l'*Internationale syndicale rouge*.

Minoritaires, les «*syndicalistes-révolutionnaires*» requalifiés «*communistes*», et les anarchistes, créèrent la C.G.T.U.; Monatte et les communistes y imposèrent l'adhésion à l'*Internationale syndicale rouge*, alors que les anarchistes défendaient l'indépendance syndicale.

Il fut à son tour viré pour revenir piteusement à la C.G.T.

perdant au passage sa dernière publication en date: «*La Vie ouvrière*».

À «*La Révolution prolétarienne*», il se retrouva d'ailleurs en compagnie de Pierre Pascal, un ancien du *Groupe communiste français de Russie*, toujours bon catholique. L'unité d'action avec la C.F.T.C. (puis la C.F.D.T.) ne serait-elle d'ailleurs pas née de l'esprit de cette revue?

Monatte, le «*syndicalisme-révolutionnaire*», ... et la «*Charte d'Amiens*»?... Une histoire en pointillé!

Pour commander: www.scriblerus-editions.com

COVID 19 ENTRE OPPORTUNITÉ ET OPPORTUNISME

Une vigilance accrue me semble nécessaire dans le cadre de la reprise de travail. En effet le discours du MEDEF va dans le sens d'allonger les heures de travail, de reporter, voire d'annuler, le droit à certains congés, qu'ils soient annuels-féviés-RTT, sans positionnement pour l'instant des décideurs politiques.

Une fois de plus les dettes des États et les pertes financières résultant de la spéculation (n'oublions pas que l'éclatement de cette nouvelle crise financière a été accélérée par la pandémie) risquent d'être reportées sur les travailleurs ouvriers et salariés. Après l'isolement (où on nous a pris pour des «*con-finis*»), afin de masquer l'impuissance - programmée par les différents gouvernements depuis presque trente ans -, des services publics à faire face à leurs missions, à la pandémie (manque de personnels - de masques - d'appareils respiratoire et...), aujourd'hui, il est question de présenter la facture à ceux qui n'y sont pour rien. Une fois de plus l'alliance concomitante politico-financière du néo-capitalisme ressort le bout de son nez diabolique, avec l'aide du MEDEF, pour faire appliquer une forme «*d'eugénisme*» de culpabilisation à connotation judéo-chrétienne, visant à remettre les masses dites «*populaires et laborieuses bien sûr*» en servage. Seigneurs et maîtres reviennent en force et cette pandémie tombe à pic pour la mise en œuvre de leurs néfastes projets d'aliénation des êtres humains.

Cette pandémie semble bien être la plus grande opportunité, pour les opportunistes politico-financiers, de couvrir leurs malversations sociales, ainsi que leurs responsabilités dans la création des bulles financières passées ou putatives, tout en se dédouanant sur la majorité des travailleurs, et en leur faisant en payer le prix plus les intérêts si possible.

Dans d'autres domaines, cela serait qualifié: «*d'association de malfaiteurs*»; malheureusement à ce jour, ce type de pratique politico-capitalo-financière se fait en toute légalité.

Je ne sais pas pour vous, mais pour moi il me paraît évident qu'opportunité pour opportunité, le monde du travail avec ses ouvriers et salariés, ne doit pas laisser passer cet «*opportunisme*» d'envisager un autre monde que celui de la production à outrance, de la création de besoins artificiels, etc...

Il paraît vital et incontournable pour l'humanité et notre planète de sortir de cette «*logique*» de production de richesse par une majorité de la population au profit d'une minorité de profiteurs.

Bernard DENAMIEL,
le 14/04/2020.

OPÉRATION CAMOUFLAGE

La prestation du 19 avril 2020 du Premier Ministre Édouard Philippe tenait d'une opération camouflée à trois titres:

- jouer au Docteur,
- camoufler derrière une crise sanitaire, une crise financière, en quelque sorte jouer au Monopoly,
- glisser vers une nouvelle société mortifère, jouer au croque-mort.

1- JOUER AU DOCTEUR

Flanqué de deux médecins, le *Ministre des Solidarités et de la Santé*, Olivier Véran, et le Professeur Florence Ader, chargée de l'essai clinique européen *Discovery*, le Premier Ministre Édouard Philippe s'est livré à un «exercice» de «conférence de Presse» de deux heures, conférence de Presse qui n'en avait que le nom puisque les questions n'étaient posées que par une seule journaliste (jamais filmée) porte-parole de plusieurs de ses collègues! Exercice de docilité s'il en fût, puisqu'il semblerait que la majorité des médias soit aux mains d'intérêts privés et financiers (le *Crédit Mutuel*, par exemple, dans le Groupe de Presse EBRA).

Voici donc ce «*Médecin malgré lui*» expliquant sans vergogne le Coronavirus, les raisons du confinement lié au manque de lits de réanimation, et celles de «*l'opération résilience*», tout en réaffirmant «*test et masques sont commandés, on les aura fin juin*»... soit après la bataille.

Et de commenter un tableau en deux parties, à gauche ce qu'on sait, à droite ce qu'on ne sait pas du virus.

Et à Olivier Véran de rajouter: «*dépister tout le monde n'a aucun sens*», ce qui a surpris la majorité des médecins sur les plateaux de télévision, car ce sont les pays qui ont pratiqué le dépistage massif, isolé les malades positifs et fait porter très tôt et à tout le monde des masques, qui ont le moins de morts!

Mais qu'attend-on d'un politique si ce n'est le courage et la pertinence des décisions? Les Français voulaient entendre de l'exécutif ce que les médecins attendent (tels les professeurs Péronne, Douste-Blazy et Juvin): «*tests, isolement des positifs et masques pour tout le monde*». Il leur aurait paru normal qu'un chef d'État dise: «*Nous allons réquisitionner les usines en France pour fabriquer les masques, nous allons relocaliser la fabrication des réactifs pour les tests et faire accélérer la généralisation des tests rhinopharyngés et sérologiques*»...

Mais le Président Macron s'est contenté de dire: «*Nous avons commandé des masques en Chine*».

Puis, a suivi la litanie quotidienne du Pr Jérôme Salomon: 8.104 morts en EHPAD (ce qui n'est pas étonnant avec le décret 2020-360 du 28 mars 2020), soit 20.000 morts en France depuis le 1^{er} mars. Mais, omerta sur le nombre de soignants contaminés et décédés par pénurie de protection (masques, blouses et sur-blouses), pénurie engageant la responsabilité de l'exécutif. La *Caisse Autonome de Retraite des Médecins de France* a publié que 3.945 actifs et 400 retraités-actifs ont été atteints dont 21 sont décédés.

Pourquoi ce qui est possible en Allemagne ne l'est pas en France, deux pays de l'*Union européenne*?

Alors Messieurs, pour qui courez-vous donc?

M. Macron était aux manettes quand Alstom a été démantelée; il était Président quand l'usine de Plain-tel (Côtes-d'Armor) capable de produire 20 millions de masques par jour, a été fermée en 2018, et il y est tandis qu'il est question de délocaliser l'usine Luxfer, fabricant de bouteilles d'oxygène, dans le Puy de Dôme.

Le 31 mars 2020, le Président Macron a prôné la ré-industrialisation de la France: mais est-ce encore seulement de la com'?

Alors Messieurs, pour qui courez-vous donc?

2- JOUER AU MONOPOLY

D'où qu'il soit venu, le Corona-virus est le bienvenu pour cette grenouille devenue plus grosse que le bœuf qu'est la finance à la sauce maastrichienne. Il est l'étincelle qui va faire exploser la bulle, selon l'expression d'un économiste.

Le Ministre de l'Économie, Bruno Lemaire, ne cesse de dire qu'il distribuera des milliards mais beaucoup de PME n'en ont pas encore vu la couleur. Cet argent n'est-il donc que virtuel? Vraisemblablement! En tout cas il augmentera la «*Dette*» du pays.

Avant le confinement, la production du pays diminuait, mais la Bourse allait bien, montrant sa déconnexion du réel: côté Finance, par exemple, avec quelques allées et venues, l'encaissement de dividendes non taxés en Belgique et moins taxés que les revenus du travail en France, des fortunes, sans lien avec la production, s'établissaient sur la seule spéculation...

A contrario, côté «*Budget public*», le traité de Maastricht interdisant à la BCE de prêter directement aux États, ceux-ci sont obligés de passer par des banques privées qui prennent leur commission au passage!

Sauf que, en regard de cet argent prêté, il n'y a là aucune autre réalité que celle de l'argent confié aux banques par les déposants. Que s'est-il passé en Grèce, en 2008? Dès que des banques ont fait faillite – comme Lehmann-Brothers - les petits déposants n'ont plus eu confiance et ont voulu retirer leur argent.

Douze ans plus tard, en France, il y a de fortes probabilités pour que la crise sanitaire que nous traversons, enclenche de gros dommages collatéraux: deux mois de fermeture pour la plupart des petites entreprises vont précipiter leur fermeture définitive. Or, l'État préfère aider FNAC-Darty par un prêt de 500 millions d'euros, et, plutôt que d'aider les médecins qui les font tourner, aide les cliniques privées (Elsan) et les Services de soins de suite et de rééducation (Orpea, Korian), appartenant pour la plupart à de grands groupes dont l'action, cotée en Bourse, a bien rebondi après la crise. Les «*déposants*», petits et moyens épargnants, confinés, avec ou sans travail, avec ou sans salaires maintenus, avec ou sans rentrées d'argent, les petits patrons qui n'auront plus rien, les salariés forcés au chômage, tous ces confinés pendant des mois, une fois le

(suite en page 16)

(suite de la page 15)

confinement levé, devront bien sortir et trouver de quoi se nourrir et vivre.

Peut-être risquons-nous d'avoir dans cette perspective, des prolongations à venir de l'état d'urgence sanitaire, avec ses dommages collatéraux sur la liberté de déplacement et de rassemblement? D'autant que, pendant ce temps, certains voient dans cette crise sanitaire une opportunité pour s'enrichir: Goldmann-Sachs, banque d'investissement, aux abois voici douze ans, ne vient-elle pas de racheter le norvégien *Eco-on-line*, spécialisé dans les logiciels de Santé et particulièrement dédiés au Corona-virus. Quant aux vaccins, qui ne seront prêts que dans un ou deux ans, «7 milliards de vaccins, c'est un sacré pactole», comme le dit Serge Rader, pharmacien, au journaliste André Berkoff, sur Sud-Radio.

Depuis le début de l'année 2020, prévoyant des conflits sociaux, l'Etat, lui, investit en livrant aux forces de police, de nouveaux lanceurs de balles de défense (LBD), armes de guerre. Sans doute seront-ils aussi «performants» que ceux utilisés pendant les manifestations des *Gilets-Jaunes*.

3- JOUER AU CROQUE-MORT

Ils ne se camouflaient pas vraiment quand ils se présentaient en costume noir avec une mine sinistre pour leurs allocutions de mars 2020.

Dans un arrêté du 13 janvier 2020 (paru au *Journal Officiel* du 15 janvier), Agnès Buzyn, encore ministre, avait classé dans les substances vénéneuses, le Plaquenil, ... utilisé dans la prévention du paludisme depuis un siècle. Son successeur, Olivier Véran, par le décret n°2020-314 du 25 mars, complétant le décret n°2020-293 du 23 mars, - prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire-, précisait les modalités de: «dispensation de la spécialité pharmaceutique Plaquenil par les pharmacies d'officine, à savoir seulement dans le cadre d'une prescription médicale émanant de spécialistes (rhumatologues, internistes, dermatologues, néphrologues, neurologues, pédiatres) et dans le cadre d'un renouvellement de prescription émanant de tout médecin». Cela signifie que dans le cadre du Covid-19, aucun médecin traitant ne peut prescrire cette molécule, pour la première fois. Et pourtant, à Marseille, l'équipe du Pr Didier Raoult a beaucoup de guérisons avec la prescription précoce Plaquenil-Azithromycine.

Pourquoi donc l'État intervient-il dans la liberté de prescription du médecin, en particulier le médecin traitant, pour l'empêcher de soigner librement?

Non content d'inciter à ne pas soigner, l'État aurait-il des attitudes mortifères comme le prouveraient les recommandations du Réseau de prévention des infections associées aux soins (REPIAS), et le décret n°2020-360 du 28 mars 2020? Dès le 3 mars, tout était prévu, de la demande des directives anticipées au traitement du corps après le décès dû au Covid-19.

Extrait du décret 360:

«Il - Par dérogation à l'article L 5121-12-1 du code de la santé publique, la spécialité pharmaceutique RIVOTRIL,

sous forme injectable peut faire l'objet d'une dispensation, jusqu'au 15 avril 2020, par les pharmacies d'officine en vue de la prise en charge des patients atteints ou susceptibles d'être atteints par le virus SARS-CoV-2 dont l'état clinique le justifie sur présentation d'une ordonnance médicale portant la mention "Prescription Hors AMM dans le cadre du covid-19".

Lorsqu'il prescrit la spécialité pharmaceutique mentionnée au premier alinéa en dehors du cadre de leur autorisation de mise sur le marché, le médecin se conforme aux protocoles exceptionnels et transitoires relatifs, d'une part, à la prise en charge de la dyspnée et, d'autre part, à la prise en charge palliative de la détresse respiratoire, établis par la société française d'accompagnement et de soins palliatifs et mis en ligne sur son site».

Ainsi, en huis-clos, vu que les familles n'étaient plus admises en EHPAD, vu que le RIVOTRIL est un anti-épileptique provoquant des dépressions respiratoires, aggravant donc la dyspnée (difficultés respiratoires), faut-il en conclure que l'euthanasie active était encouragée par l'État, dans les EHPAD, «sans le consentement des patients, sans en avertir les familles, sans tests, pour les faire mourir plus vite», comme le déclare le docteur Jean-Michel Charbonnier, médecin anesthésiste qui s'insurge sur *You-tube* et dénonce la passivité de ses confrères et du Conseil de l'Ordre des médecins, et des citoyens?

De même, sur *Sud-Radio*, le 3 avril, Serge Rader s'offusque de cette situation: «On achève nos personnes âgées, dans les EHPAD, par sédation...».

Emmanuel Macron, lui-même, dans sa prestation du 13 avril 2020, n'a levé l'interdiction faite aux familles d'aller visiter leurs proches qu'à «leur fin de vie».

A noter que cette dérogation temporaire ne concerne pas seulement les EHPAD et les SSR (*Services de soins de suite et de rééducation*), elle concerne tous les médecins.

CONCLUSION

La pandémie de COVID 19 met en lumière l'impérialité gouvernementale, son autoritarisme, que d'aucuns jugent criminels, la lourdeur de la machine administrative qui ralentit la prise des décisions pertinentes, la mise sous camisolé bureaucratique des médecins.

Elle montre que le confinement n'est qu'un pis-aller pour éviter l'explosion du système hospitalier.

Heureusement, elle révèle le bon sens et la débrouillardise du peuple français qui n'a pas hésité à coudre lui-même des masques, à remettre des machines en état d'en produire, de fabriquer de nouveaux tests qui attendent toujours leur AMM (*Autorisation de mise sur le marché*).

Non, les Français ne sont pas les nains de jardin que le Traité de Maastricht aurait voulu, pour une France devenue jardin à touristes dans l'*Union européenne*.

Le confinement met en lumière l'appauvrissement des classes moyennes, du petit patron à l'ouvrier, en passant par l'aide-soignant, l'infirmier, le médecin et le cadre.

Libérons les énergies. Revenons aux fondamentaux!

FURAXISSIMUS,
22 avril 2020.

NOS LECTEURS NOUS ÉCRIVENT...

DES TRAVAILLEURS EN FAIT...

Ce que met en relief la crise sanitaire?

Que le travail humain reste une marchandise, et l'humain, une source de profit! Tous nous le matraquent dans les yeux et nous le projette dans l'oreillette, médias dépendants, gouvernement bourgeois, économistes éclairés au tube cathodique, tous s'accordent à nous le faire rentrer dans l'crâne, tout est bon pour nous l'faire digérer sans broncher!

Ils osent tout, les vaches, même l'écharpe rouge ou le slogan publicitaire des mousquetaires, plagiat d'une revendication ouvrière, à nous faire oublier que là, bah de fait, on en meurt de leur avidité financière de leur insatiable appétit, la fièvre... c'est leur maladie, C'est nous qu'on en crève!

Ils sont unanimes ces cadres-sup, ces hauts fonctionnaires d'État, ces cotonniers à déclarer qu'il y a un marché du travail en péril, comme il y a un marché du circuit imprimé, d'la coquille saint-Jacques ou du pétrole... Que les économies d'échelle, on doit les faire sur le dos courbé des aidants, des caissières, des infirmières, des fonctionnaires, des instits...

Tout allait mieux dans le monde capitaliste pourtant, les travailleurs étaient presque aussi inconscients que les machines de métal, de plastique et d'essence dont ils sont les servants. Comme elles, ils n'étaient pas loin d'avoir en guise de cœur et de cerveau qu'une interface ou une batterie au lithium.

Mais paf, voila les capitalos dévoilés par ceux qui toussent! Et là, tout à chacun voit comme ils se comportent à l'égard de la «*chair à travail*» qu'ils trouvent sur le marché comme lorsqu'il s'agit pour eux d'acheter des fusils ou des patates!

Nous autres, on l'a gueulé pourtant qu'ils s'efforçaient et s'efforceront encore de l'obtenir au taux le plus réduit.

C'est, en effet, le travailleur tout entier - corps et sang, vigueur et intelligence - qu'ils exigent jusqu'au crépuscule de sa vie même, lui prendront tout! La charogne ça bouffe tout!

Moins de lits, moins de lits, faut des profits qu'on t'a dits, tu coûtes trop cher, une dent ça suffit!

Confinés, même parmi les plus dénués de conscience, parmi ceux qui subissent le joug patronal, sans mettre en doute son bien-fondé, jaillit intuitivement dans cette situation la notion de résistance à ces aspirations mortifères du capital.

La vérité, c'est que la lutte de classes nous saute à la gueule, et avec elles ses deux morales - celle des néo-aristos et celle des prolétaires. Il est inutile d'observer que cette morale est à l'usage exclusif des prolétaires, les riches qui la prônent n'ayant garde de s'y soumettre: l'oisiveté n'est un vice que chez les pauvres; les réquisitions d'urgence économique-sanitaire, c'est bon pour le prolo et s'il expose sa progéniture, sur injonctions de fonctionnaires d'État zélés pour la cause, on lui filera l'aumône d'une «*prime des morts*», et on le fera applaudir aux balcons! Le Martyr et le Héros, après tout, c'est vendeur!

A croire que gueuler en défilé régulier, bien ordonné et programmé, ça suffirait pas! A moins que «*Nos leaders syndicaux*» trop embourgeoisés, trop politisés, soient emmêlés dans des conflits d'intérêts qui les feraient dîner au *Cercle* !?

Alors si guerre il y a, elle est sans nul doute sociale et si les ennemis de classe s'opposent, sans scrupules et sans égards, il faut, c'est une nécessité, qu'ils se présentent à armes égales. Les ultra-libéraux opposent une armure de titane aux coups que nous tentons de lui porter et connaissant notre infériorité défensive et offensive, tâchons comme d'autres avant nous, d'y suppléer en ayant recours à la ruse et à l'organisation collective.

Travailleurs, impuissants pour atteindre notre adversaire de front, reste à le prendre de flanc, en l'attaquant dans ses forces vives: le porte-monnaie, le coffre-fort, les dividendes...

L'urgence c'est de préparer les outils qui sont les notre, partout dans des assemblées générales de travailleurs. *Les jours heureux* ne viendront pas sans mal, nous n'aurons à coup sûr, que ce que nous prendrons. Il nous faut impérativement construire la grève générale interprofessionnelle, utiliser autant que de besoin l'action directe syndicale et réhabiliter le sabotage qui s'attaquent au patron soit par le ralentissement du travail, soit en rendant les produits fabriqués invendables, soit en immobilisant ou rendant inutilisable l'instrument de production, sans que le consommateur souffre de cette guerre faite à l'exploiteur. Il est temps d' pousser au cul des confédérations syndicales ouvrières qui se perdront inexorablement dans l'accompagnement d'une nouvelle *Charte du Travail*, si elles ne retrouvent pas le chemin tracé par la *Charte d'Amiens*, seule voie vers l'émancipation des travailleurs.

Ignatius CHVEIK.

FICTION CORONAVIRALIENNE

LA 823^{ème} HEURE...

... par l'ère PLEXE (un con fini!)

«Le réveil par téléphone? Wouo o wo, déjà je tombe du lit...c'est la vie...», Eddy Mitchel me revient soudain en mémoire, tandis que j'passe de la position en-frac-allongé à en-frac-assis sur l'bord du lit!

Sacré Eddie, va, pensai-je en me raclant la gorge, ça m'réconforte un tant soit peu, dans ce moment où, tout en coupant les quelques notes de musique électronique du mien (de téléphone), je cherche à dissiper les brumes matinales installées dans la chambre.

Mes deux pieds par terre, ça y'est, j'émerge, j'suis encore bien sur terre. Bon dieu! Quel rêve à la con dont j'sors, c'est pas possible; j'comprends pourquoi, en m'regardant dans la glace, j'ai soudain eu envie d'en sortir.

T'es méconnaissable, mon pote, tu sens les vieux jours, me dis-je en m'cassant d'là parc'que faut quand même pas m'agresser comme ça dès l'matin! d'autant que, tandis que j'me r'trouve à m'faire un café, je ressens soudain comme un mal de crâne.

Oh là, c'est quoi c't'histoire? Faudrait pas que j'me sois fait r'filer leur salop'rie, là, le «j'sais p'u' quoi Cassidy» ou «David quel numéro déjà?», comment y s'appelle déjà leur – ah oui Covid-19 du coup, attention, hein! Faut te concentrer sur la douleur, là, t'as entendu les mises en garde des messages radio: «Si vous avez mal à la tête...». Ah non, non, non, j' proteste aussitôt: Pas d'ça, Ginette – merde, la caf'tière qui siffle, va falloir que j'p'tit-dèje'.

Allez, j' m'empresse de tourner la tête dans tous les sens, pour mon autodiagnostic: bon ça va, encore mon arthrose qui vient s'rapp'ler à mon bon souv'nir, tu parles! J'vis avec ça depuis qu'mon toubib me l'a annoncé après un examen complet du bonhomme, c'était quand déjà? Ah ben ouai, pour mes soixante balais; pourri d'arthrose, le gâs, partout.

Z'avaient raison à FO quand i's parlaient d'espérance de vie en bonne santé. 62 chez les mecs, i' disaient. Tu parles, ouais.

Du coup, v'là que j'commence à philosopher, au moment d'boire mon café! Ohlalalala, c'est vrai qu'j'ai du l'choper, l'machin, là.

Alors, pourquoi les charlots au pouvoir, i't'disent, quand tu t'bats contre les r'traites à point, qu'à 60 balais, t'es encore assez jeune et robuste pour bosser, et quand i' s'agit du machin viral, là, tu fais partie des vieux fragiles qu'on doit maint'nir en confit-d'canard, isolés du rest' du monde, à crever dans ton coin; j'y comprends p'u rien!

Bon, enfin c'est qu'mes cervicales, rien que de l'or-

dinaire. Allez, au café-tartine! Humm, ça fait du bien. Pourtant, j'les ai bien r'ssentis ces douleurs un peu partout dans la tête, j'ai pas rêvé? Et, j'ai pas picolé, hier soir, ça peut pas êt' ça!

C'est quand j' me suis levé que tout ça a réintégré la nuque; étonnant quand même... j'espère que j'ai pas de fièvre! Instinctivement, je porte la main droite au front, bien à plat. Merde, il est chaud, mon front!

Ah non, Duschnock, tu vas pas r'mett' ça, tu t'fais d'«l'hypocondriaqu'rie», et p'i c'est tout. Quand même. Retâte-moi ça ! - bon, c'est déjà moins tiède. Allez, secoue ta tête d'avant en arrière, voir si ton cerveau te fait «klonk-klonk» comme quand t'avais eu la grippe, à 40°C de fièvre, et l'impression qu'entre le contenu et le contenant, c'était plus solidaire...

Rien de tout ça! Bon, allez, on va pas s'laisser influencer par leurs annonces qui t'abrutissent de d'mi-heure en d'mi-heure.

Et si j'éternue, j'verrai bien. Dans l'coude qu'i' disent; ah les cons!

J'me vois bien, là, tout seul à lire le canard, une 'tite poussière qui vient m'chatouiller les narines, ça monte, ça va exploser et paf, au lieu qu'ça r'parte à la nature, tu lèves ton coude – ah, d'habitude, c'est pas pour ça!- tu l'rapproches de ta bouche, et v'lan, t'envois l'mollard dans ton gilet! c'est dégueulasse, comment tu vas l'ravoir, après, ton gilet? À la machine, comme y disait, Souchon?

Voilà où on en est rendu, à s'moucher dans l'palto! C'est sûr, on arrête pas l'progrès, ouais.

La 5G qui va p'têt te r'filer l'cancer, mais plein d'fric à ceux que j'pense!

La vidéo-surveillance à la trombine, histoire de t'pister partout où qu'tu f'rais une conn'rie!

Mais les tests pour voir si tu l'as, l'aut'vérole, là, on les attend encore...! Paraît qu'c'est une histoire d'impréparation. Les politicards au pouvoir, i' s'avaient dit, après l'dernier chicoun-gougna, qu'i' mettraient un plan sur pied pour «parer à toute épidémie». Haha, 'core une promesse passée à la trappe, ça, et c'est les toubi' qu'ont découvert ça.

Dans l'allégresse, forcément!!!

Et i' s'étonnent après qu'les gens, ceux d'en-bas (les aut', i' les tiennent par les... euh, leurs placements), i' croient plus à leurs sornettes et qu'i' vont p'us voter.

Bah moi, j'comprends, on est pris pour des cons, c'est tout!

NOS LECTEURS NOUS ÉCRIVENT...

DU VÉCU, ET DU VÉCU (bis) !

Du vécu...

Covid 19, pour nous individu de bas étage, est un petit truc invisible qui nous saute dessus comme la vérole sur l'indigent, hante nos chaumières, met en pièces ce que l'on nous affirmait comme certitudes.

Pendant des années, les discours des experts dirigeants répétaient à l'envie que les «obligations» étaient certitudes. Après quelques jours d'accalmie, vers le 11 mai, grand changement, ce devra être l'inverse.

Ce n'était pas évident de prévoir que ce soit la *République-En-Marche* qui nous arrête; il se pourrait bien que demain ce soit le «stop» envahissant qui nous fasse marcher!

Gardez en votre mémoire qu'un petit nombre de députés - une vingtaine, peut être moins - ont fin mars, ouvert la boîte aux décrets restrictifs. Ils étaient vingt, demain ils seront soixante quinze sur 577 - bref et démago-calcul, ils sont cinq cent de trop - pour mettre en place le «*smartphone traçage*» volontaire. L'expérience rappelle à notre bon souvenir que le volontariat s'accompagne souvent de conditions telles qu'il n'y a pas le choix.

Au carnaval de bienséance, et, franchise, on se parle de loin et masqué, les mains dans les poches ou gantées, comme à Venise. Les masques signés haute couture ne vont pas tarder à sortir. Embêtant, le crocodile, on ne sait pas où mettre sa queue.

Ensemble et solidaire finalement, la positive attitude sera par derrière, position idéale pour éviter les postillons et calmer le pied fatigué du confiné, en plus, pas d'obligation de sourire. Les yeux dans la nuque et le pied dans....

Dans la catégorie discernement, bien planter le décor, en milieu rural dans un petit bourg, un grand père, 70 ans, vivant seul, précaire et ne sachant ni lire ni écrire, va chercher pain et tabac dans le petit multi-services à côté de son domicile et se fait ponctionner 135€ parce qu'il n'avait pas fait son autorisation de sortie. La maréchaussée est en première ligne pour aider et protéger. Marrant!

Interrogé sur cette affaire par la presse locale, le chef capitaine répond:

«*Dans les villages nous sommes très attentifs aux gens qui y vivent*». Là il devait regarder ailleurs!

Il insiste: «*Dans ce cas il faut demander à un voisin de rédiger l'attestation, il existe un modèle téléchargeable pour les handicapés*». Alors là quand tu as ça chez toi, tu respirez bien fort: «*La 7^{ème} compagnie*», ce n'est pas que du cinéma.

En attendant, dans cette droite ligne, la force publique pourrait te coller un PV parce que tu dissimules ton visage au contrôle d'identité... Oh! Couillon c'est pas vrai! Mais si,mais si!

Sans méchanceté aucune, des bénévoles, ou des «héros» des premières lignes, il y en a aucun qui se revendique du CAC40, de l'actionnaire fortuné, ou de très hauts salaires; timidité, abnégation ou tout bonnement absence. Ces «pauvres», en cette période de déplacements limités, doivent se «télé-voter» les versements des dividendes. Promesses de dons sont faites pour Notre-Dame et téléthons. Alors forcément! Attention, il est bien écrit «promesses», qui, comme d'habitude n'obligent que celui qui y croit.

C'est quand même grandiose le désengorgement des prisons, on fait sortir les «*fin-de-peine*» pour y conduire ceux qui ne se sont pas correctement autorisés à sortir. Moralité, pour sortir correctement: passe par la case prison! Jeux de l'oie ou de la dinde et du dindon?

Afin d'éviter les contacts, peu importe le sexe, la famille Térieur vous accueille. Confiné chez Alain, Confiné chez Alex. À protéger: le «*Patrocon*» espèce en voie de disparition.

Nous ne dirons plus du Président qu'il est celui du confinement tant il est en tous lieux présent. Son hymne populaire: «*il court il court le furet, il a passé par ici il repassera par là, donnera de la compassion à tous ceux qu'il verra*». Passer de Jupiter à Furet, quel changement! Du calme, c'est de la PUB.

Que du bonheur de clôturer, par la conclusion de courrier qu'un copain a adressé à:

Mr. le Président de la République;

Vos recommandations:

«*Respectez-nous rester chez-vous*».

24 avril 2020.

Du vécu (BIS)...

Capital-travail: L'association n'était et ne sera pas notre truc, nous avons vite vu que l'action après une période de brillance devenait toute tristounette mais au passage elle servait de caution à la non augmentation des salaires.

En cette période de crise et de restrictions salariales les dividendes ne devraient pas être versés aux actionnaires (le ministre de l'économie y est défavorable). Des entreprises jouent le jeu, tel Renault, avec la Société Générale; dans cette dernière, un petit couac, la

CGT est contre ce non versement aux actionnaires, et pour cause: les salariés sont actionnaires et perçoivent jusqu'à 30% de rémunération sous forme de participation.

Entreprise sans usine: Dans la chronique «*Corona en vrac*» du 16 mars, il y avait interrogation sur: «*L'illuminé qui voulait l'entreprise sans usine. En tôle. Même pas coupable?*».

Le 22 avril, *Charlie Hebdo* remémore qu'il s'agit de Serge Tchuruk, en 2001, président d'Alcatel-Entreprise, qu'il a depuis complètement déshabillée. Réussissant au possible, il a essaimé avec les médicaments, masques, ordinateurs, télé, frigos, etc... Inde, Chine Corée, Japon. Oui, demain ces gens là doivent rendre des comptes et le pognon qu'ils ont grassement touché (on peut dire volé). Puis m...e, on est en guerre ils ont vendus nos armes de défense! Un salarié serait licencié sans indemnité pour bien moins que ça!

Déconfiner: Le 11 mai nous ne risquons rien à «*déconfiner*», puisque nous sommes déjà des confinés. Au passage le *Petit Larousse* ne connaît pas le mot: «*déconfiner*». Du coup nous risquons de faire quelque chose qui n'existe pas en français. Encore une chinoiserie, quoi?

Le 12 mai, les bistrotts resteront fermés, pour cause de promiscuité, pourtant s'il y a bien un lieu ou la distanciation et les gestes barrières sont naturels, c'est bien là: - à la commande, le bar sert de barrière, - après tu lèves le coude pour éternuer, - et en profites pour t'approprier une solution alcoolique. La gorge comme les mains!

Comme l'avant: Le vieil adage dit: «*En Mai, fait ce qu'il te plaît!*». Jusqu'au onze du mois, confiné tu restes, ensuite, l'aménagement de confinement arrivant, fait ce qu'il plaît aux premiers de cordée.

Patience, l'avalanche arrive et qui va la prendre en pleine poire? Nous avons à entendre nos obligations restrictives, pas un mot contre celles que veut imposer le patronat.

Édouard a dit: «*il fallait vivre avec le virus!*»; il aurait pu rajouter, les députés l'ayant validé: «*l'état d'urgence aussi!*».

Hôpital: Il avait fuité l'info, il a été viré séance tenante, mais aujourd'hui selon certains journaux dans le Grand-Est, l'ARS confirme que la suppression de 600 lits à Nancy n'est que suspendue Et avec ça on nous bassine que demain ne sera pas comme hier!

Nos dirigeants, voire nos députés, sénateurs, doivent vivre avec des artisans des soins de la tête et maquillage... Attention il s'agit bien de soins externes, trop tard pour faire une beauté en interne.

Pour nous il n'y a pas de problèmes, on se rend compte de rien, on voit rien, on entend rien, nous sommes cons tout simplement.

Michel & Claire,
28 avril 2020.

DÉCONFINEMENT, DÉCONFINATION, OU DÉCONFINAGE...

Si, comme l'écrivent à juste titre Michel et Claire précédemment, le premier terme n'est pas encore répertorié dans nos dictionnaires, je me permets de proposer deux autres néologismes, dont je m'autorise, a priori, à penser qu'ils ne sont pas plus cons que celui que l'actualité a mis au (mauvais) goût-du-jour.

Je reprends, maintenant, le propos initial de cette humeur qui n'avait pas, alors, de titre achevé.

Le lundi 16 mars, leurs «*Excellences*», toutes échaudées de la branlée électorale qu'elles avaient prises la veille, annoncent que, le 17 à midi, t'as intérêt à être calfeutré... et suivre les «*instructions*»...

Moi qu'y ai passé plus de 35 ans à instruire des apprentis sous statut scolaire d'une part, et seulement 24 heures dans une caserne d'autre part, je sais faire la différence entre les différentes acceptions du terme «*instruction*», et, dès le 17 avant les aurores, je file régler «*mes*» affaires à 50 bornes (un bord de mer!) du lieu de confinement choisi (une cambrousse presque profonde!).

Midi et dix minutes, je suis encore à 5 bornes de la «*confin'habitation*» (je suis allé voir la mer une fois encore!)... les «*bloches*» (*) sont dans le dernier rond-point, ils ont déjà trouvé un local à emmerder... je file sans souci.

Certes, depuis plus de six semaines, je n'entends plus aucun train, ni aucun avion, passer. Eh oui, même en pleine cambrousse, les sons de la «*civilisation des transports*» me sont très communs, et ne me dérangent pas outrancièrement!

A part la toute première semaine, où seulement quelques réquisitionnés des villages alentour partaient au travail, et ça commençait tout-de-même à 4h du mat'... dès la deuxième semaine, tous les artisans repartaient au turbin; la troisième c'était le tour de tous les petits employeurs qui y allaient seuls; la quatrième, leurs ouvriers les suivaient... les murs de trois maisons ont été dressés dans le village voisin, une petite entreprise de maçonnerie à construit des annexes pour ses outillages...

Respectaient-ils les règles drastiques édictées? Oui et non! Un peu comme tout le monde... un peu plus quand c'était visible, un peu moins autrement!

Était-ce risqué? Oui et non! Non, parce que des relations de prudence et de confiance existaient... Oui, parce qu'un foyer de contamination existait à 25 km de là. Et surtout: la densité de population n'y est pas celle des concentrations urbaines.

Mais, en l'absence d'informations autorisées en la matière, l'information sur la réalité (une fois cancans et cancaniers éliminés) s'établissait convenablement... et la «*commandant-hure*» n'était pas en mesure de la censurer!!!

Dès la cinquième semaine, et cette semaine-là c'est encore pire, la circulation routière des heures-de-pointe semble être revenue tout à fait normale!

Mais qui donc est encore «*confiné*»? Les retraités, les parents d'enfants en bas-âge, les télé-travailleurs... bref ceux qui ne présentent sanitaire que peu de risques... et en prennent peu... même s'ils ne se targuent pas de se déplacer aisément, toutes dérogations permises, bien entendu!!!

Alors, les menaces de «*non-déconfinage*» de Grand-Philippe risquent bien de finir... en «*confettis*».

Qu'il n'oublie pas que les braconniers ont toujours été les premiers résistants, même si ce n'était pas toujours pour la meilleure cause.

Georges RIVALIN, 29 avril 2020.

(*) Néologisme de circonstance (encore!), obtenu par la contraction des termes «*bleu*» et «*moche*». Ne voyons surtout pas, dans la sonorité de ce terme, l'effet du hasard!